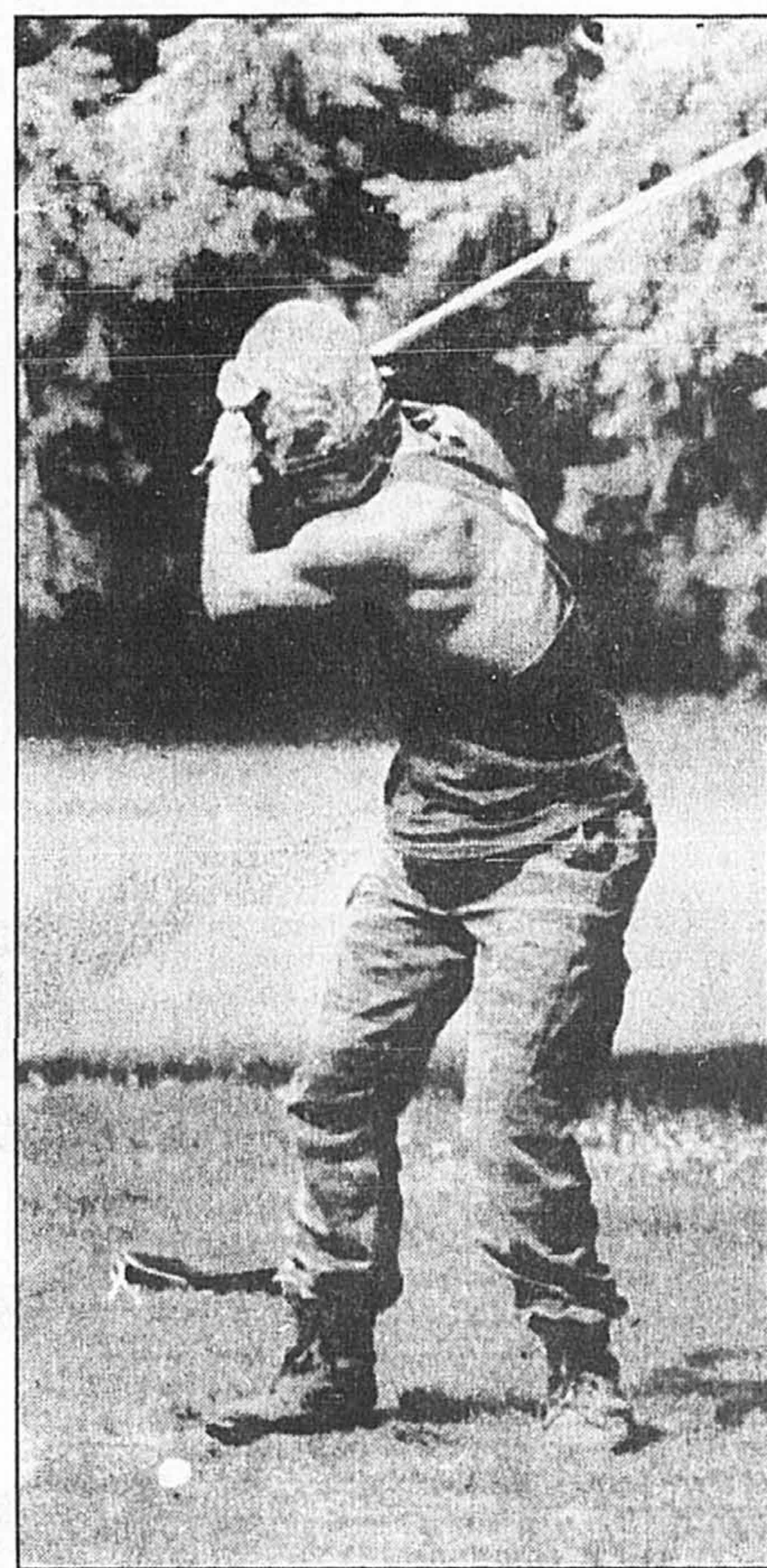


# L'été indien pourrait coûter jusqu'à 100 millions \$

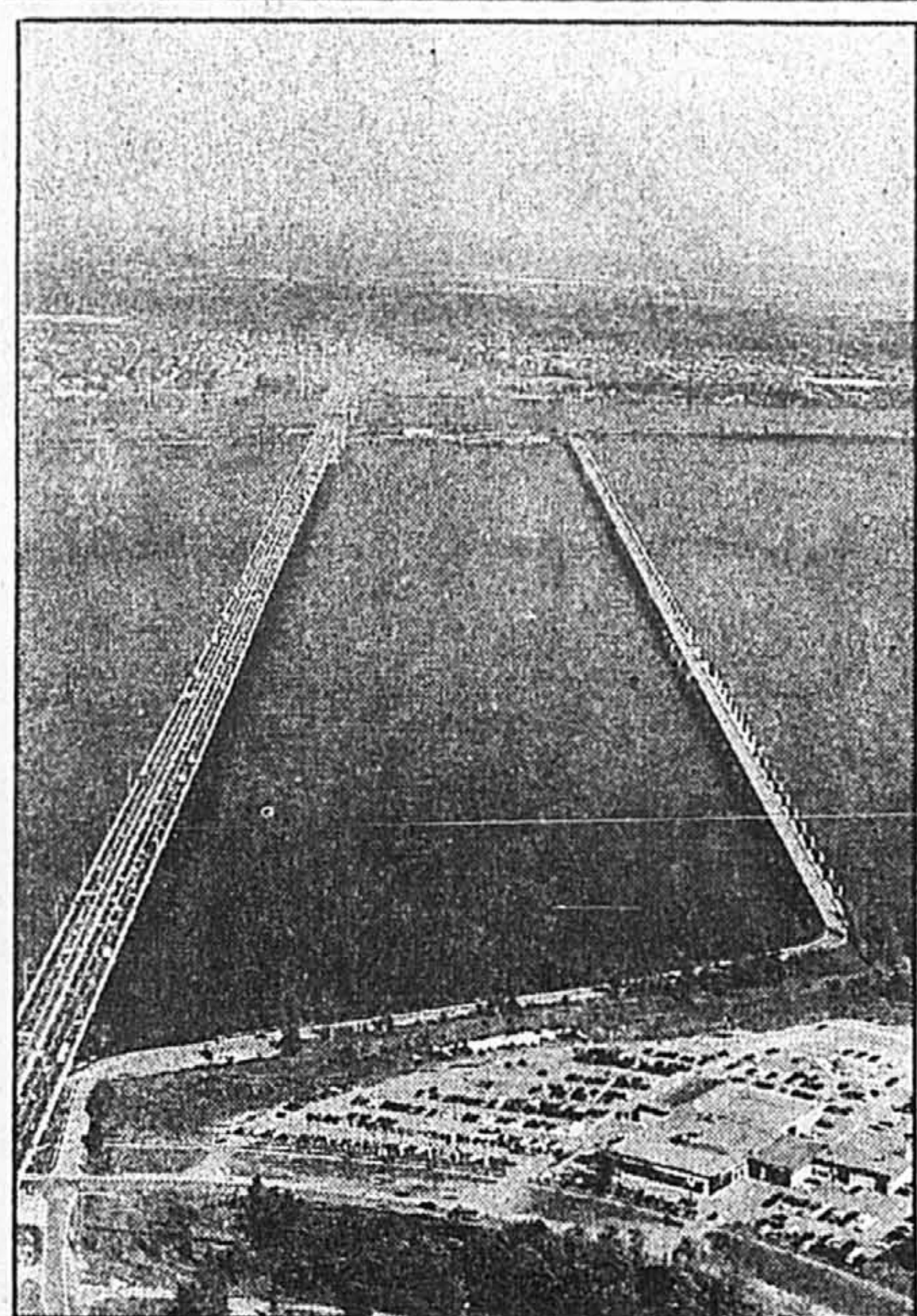
## DÉPENSES DE LA CRISE D'OKA



Sûreté du Québec 40 millions \$



Terrains 5,3 millions \$



Estacade 2,5 millions \$



Train 400 000 \$



Évacuation 300 000 \$

**BRUNO  
BISSON**

**A**u parc d'Oka, les roulettes et les tentes se font rares dans les petits emplacements comptant sur les revenus du tourisme pour boucler leur année financière. L'incertitude qui règne toujours quant à un éventuel dédommagement du gouvernement du Québec inquiète plusieurs d'entre eux. Ils ne sont pas les seuls.

Un lourd silence règne dans les rues presque désertes et seule la barricade de sacs de sable, entourée de policiers armés de la Sûreté du Québec, au bas de la côte Saint-Michel, à l'ouest du village, émoigne que quelque chose s'est détraqué dans la vie du paisible village d'Oka.

L'«été indien» de 1990 sera une catastrophe pour ce village de 1500 personnes, où plusieurs commerçants comptent sur les revenus du tourisme pour boucler leur année financière. L'incertitude qui règne toujours quant à un éventuel dédommagement du gouvernement du Québec inquiète plusieurs d'entre eux. Ils ne sont pas les seuls.

Commerçants, industriels, agriculteurs et simples citoyens de la région d'Oka comme de Châteauguay, ne savent toujours pas si le gouvernement leur versera des compensations pour les pertes de revenus qu'ils ont subies depuis l'établissement des barricades par les Mohawks, le 11 juillet.

La facture, pour le gouvernement, risque d'être salée. En plus de devoir réparer les pots cassés à l'intérieur des communautés déchirées, il faudra sans doute des dizaines de millions de dollars de compensation pour jeter un baume sur les plaies d'Oka et de Châteauguay.

Des recherches effectuées par *La Presse*, cette semaine, ont permis d'éva-

luer que les coûts directs déjà encourus par Québec, et dans une moindre mesure par Ottawa, s'élèvent déjà à près de 50 millions \$.

Mais le compte est loin d'être fermé. Le premier ministre du Québec, M. Robert Bourassa, s'est engagé, le 2 août, à dédommager les citoyens qui ont souffert de la crise.

À Châteauguay, le maire Jean-Bosco Bourcier affirme qu'il en coûte 250 000 \$ par jour, à la Ville, en dépenses de sécurité. Un autre million. À Oka, le maire Jean Ouellette a déjà adressé au premier ministre, il y a trois semaines, une demande formelle de remboursement pour toute dépense exceptionnelle créée par la crise.

Bref, selon une source proche du premier ministre, la crise d'Oka pourrait coûter jusqu'à 100 millions \$ au Trésor québécois.

**Mobilisation générale**  
L'été indien a déjà entraîné des dépenses plus élevées que les accidents écologiques de Saint-Basile-le-Grand et de Saint-Amable réunis. L'incendie de l'entrepôt de BPC de Saint-Basile, en août 1988, avait coûté 40 millions \$ dont «seulement» 15,7 millions \$ au ministère de la Sécurité publique.

Or, la mobilisation générale des effectifs de la SQ, rendue nécessaire par le déclenchement de la crise, a déjà coûté à elle seule aussi cher que les frais encourus par la catastrophe de Saint-Basile.

Selon les recherches du journaliste François Berger, publiées dans *La Presse* le 19 juillet, environ 4000 policiers travaillent jusqu'à 12 heures par jour, sept jours par semaine, et touchent globalement près de 850 000 \$ en temps supplémentaire. Chaque jour. L'hébergement et les frais de repas des policiers affectés aux barricades d'Oka et Châteauguay représentent 130 000 \$ de coûts additionnels.

La SQ aura donc dépensé au moins 40

millions \$, d'ici lundi matin, pour boucler le périmètre de sécurité établi autour du territoire occupé par les Mohawks d'Oka et assurer le siège de la réserve de Kahnawake, sans trop compromettre la sécurité des citoyens desservis par la SQ sur tout le territoire québécois.

**Des terrains de 5 millions \$**  
La crise d'Oka, faut-il le rappeler, a été déclenchée par une tentative de raid contre une barricade érigée par les Mohawks d'Oka devant l'entrée d'un chemin de terre menant au futur site du terrain de golf controversé. Les Mohawks s'opposaient à ce projet de golf et revendiquaient la propriété du terrain où il devait être aménagé.

Afin de dénouer la crise, le gouvernement fédéral s'est déjà engagé à acheter les terres en litige et à les céder aux Mohawks dès que seront levées les barricades. Cet engagement du ministère des Affaires indiennes coûtera 5,3 millions \$ au fédéral.

**Sous-total: 45,3 millions \$.** Et on continue.

L'offre fédérale n'a pas connu, jusqu'à maintenant, un grand succès. Les barricades d'Oka et de Châteauguay sont demeurées en place et, peu à peu, la colère des citoyens de la rive-sud, privés du pont Mercier, leur principal accès à l'Île de Montréal, a fait place à la révolte pure et simple. Maintenant, c'est l'émeute.

Le gouvernement a dû engager, seulement en mesures temporaires, jusqu'à un million de dollars pour remédier en partie aux graves problèmes de circulation provoqués par le blocus du pont.

Le «p'tit train de Saint-Isidore», mis en service d'urgence le 23 juillet dernier, a nécessité un investissement de 200 000 \$, pour l'aménagement d'un stationnement incitatif et des quais de la vieille gare de cette municipalité de la banlieue sud.

Les dépenses d'exploitation de ce train de banlieue gratuit, qui transporte 1300 personnes, matin et soir, s'élèvent entre 50 000 \$ et 60 000 \$ par semaine, soit un minimum de 200 000 \$ depuis l'entrée en service du train.

Le ministère des Transports du Québec a toutefois hérité d'un poste budgétaire plus important, encore, soit celui des trois commissions intermunicipales de transport (Sud-Ouest, Roussillon et Saint-Laurent) dont les trajets, et les dépenses, ont grimpé considérablement depuis le blocus du pont Mercier. Ces dépenses additionnelles ont été entièrement payées par Québec, qui verse 15 000 \$ par jour aux trois CIT, soit environ 600 000 \$ depuis le début du conflit.

**Sous-total: 46,3 millions.** Et on continue.

À cela s'ajoute le projet de réaménagement de l'estacade du pont Champlain, reliant l'Île de Soeurs à Verdun, qui pourrait aussi se réaliser dans les prochaines semaines si le conflit américain persiste. Son coût est estimé à 2,5 millions \$.

**Sous-total: 48,8 millions.**

Enfin, précisons que le ministre des Transports, M. Sam Elkas a officiellement annoncé que le prolongement de l'autoroute 30, qui contournera la réserve de Kahnawake et reliera Valleyfield à Brossard, sera mis en chantier le plus tôt possible. Les travaux de construction et l'expropriation des terres que traversera la voie rapide entraîneront des dépenses évaluées à 10 millions \$.

**1400 familles évacuées?**

Au cours des deux dernières semaines, la tension suscitée par l'ultimatum de 48 heures, lancé par le premier ministre Bourassa, le 5 août, a provoqué un mou-

vement de panique chez des centaines de citoyens qui ont choisi de quitter leur résidence, ce qui est aussi bien dans la région d'Oka que de Châteauguay.

Selon le directeur des communications du Bureau de la Sécurité civile, M. Richard Plamondon, pas moins de 1374 familles se sont inscrites au programme d'évacuation volontaire dans un des cinq bureaux aménagés en catastrophe, ces dernières semaines.

«Mais il y a tout de même une nuance importante, a souligné M. Plamondon. Plusieurs de ces familles ont réintégré leur résidence et il est probable que nous n'en avons pas été informés.»

M. Plamondon affirme en effet que moins de 200 chèques ont été émis par la Sécurité civile sur présentation de pièces justificatives des évacués, et cela deux semaines après l'annonce du programme de remboursement par le ministre responsable de la région des Laurentides, M. Claude Ryan.

Ce programme prévoit un remboursement pouvant aller jusqu'à 150 \$ par famille pour l'hébergement temporaire des évacués, en plus d'un montant de 33 \$ pour «frais de subsistance» quotidiens.

«Pour toucher leur argent, les personnes évacuées n'ont qu'à présenter leurs reçus et un chèque est émis en moins de quinze minutes», affirme M. Plamondon. Les courts délais et le peu de contraintes imposées aux citoyens laissent supposer que la grande majorité des évacués n'ont pas demandé de remboursement parce qu'ils sont tout simplement rentrés chez eux.

Selon M. Plamondon, la Sécurité civile a émis des chèques pour un montant total de 300 000 \$, jusqu'à maintenant.

**Total: 49,1 millions \$.** Sans compter la construction de l'autoroute 30, déjà prévue à plus long terme.

Et ce n'est pas fini.

## Trop peu, trop tard

Dans une actualité dominée d'abord par l'échec constitutionnel du printemps et ensuite par la crise amérindienne de l'été, «trop peu trop tard» peut presque devenir une expression passe-partout qui s'applique tout aussi bien aux efforts des Blancs pour en arriver à une entente avec les autochtones qu'aux chiches ouvertures que pourrait consentir le reste du Canada pour ramener le Québec dans le giron confédératif.



Mais on a oublié qu'à l'abri de ces dossiers chauds, une politique économique désolante nous plongeait, sans tambour ni trompettes, dans une récession. Ce drame frappe tout le monde: Indiens, Blancs, Québécois, Canadiens anglophones.

Les deux Warriors de l'économie canadienne, le ministre des Finances Michael Wilson et le gouverneur de la Banque du Canada John Crow ont pu lancer le Canada dans une guerre à finir contre l'inflation à coups de taux d'intérêt élevés. Les taux ont baissé sensiblement jeudi, mais c'est trop peu, trop tard.

C'est trop peu, parce que même si les banques ont pu réduire leurs taux d'un demi de un pour cent, l'écart entre les taux canadiens et ceux des États-Unis reste encore proche de cinq points de pourcentage, quand l'écart habituel est plutôt de deux. Le chemin vers le retour à la normale est donc encore long et sera semé d'embûches: comme ce fut le cas cet hiver, une chute brusque du dollar pourrait compromettre ces efforts, et la crainte que l'entrée en vigueur de la

TPS, en janvier prochain, ne relance l'inflation, risque de rendre la Banque du Canada prudente.

Bien sûr, c'est aussi trop tard, parce que les taux élevés ont déjà fait leurs ravages en plongeant le Canada et surtout le Québec, dans une période de récession, dont les dommages seront long à corriger.

Au départ, on peut comprendre le désir du gouvernement canadien de contenir l'inflation. Mais en comptant uniquement sur la politique monétaire et la hausse des taux d'intérêt, on a, dans les faits, confié cette tâche à des Warriors qui tentent de régler les problèmes à coups de rafales de AK-47.

La lutte à l'inflation en augmentant les taux d'intérêt comporte des coûts économiques et humains élevés: plus élevés que les coûts engendrés par l'inflation. Le remède est pire que la maladie, avec son cortège de chômage, de baisse des investissements, d'augmentation artificielle du dollar qui compromet notre capacité d'exporter.

Tout cela montre que le devoir du gouvernement fédéral est de mettre au point une stratégie qui vise à assurer la stabilité des prix de façon plus subtile. À l'automne, il faut qu'Ottawa cesse de se réfugier derrière les dossiers chauds et multiplie les efforts pour se doter d'une vraie stratégie de lutte à l'inflation.

N'oublions pas qu'un gouvernement dispose d'un autre outil que la politique monétaire pour stabiliser les prix: c'est la politique fiscale et l'austérité budgétaire. La récession provoquée que nous traversons rappelle que le Canada aurait tout à gagner si le ministre des

Finances, en réduisant les pressions inflationnistes de son budget, créait une marge de manoeuvre qui favoriserait la baisse des taux d'intérêt.

L'autre élément de stabilité, c'est du côté du dollar qu'il faut le trouver. Parce que les taux sont élevés, le dollar s'est mis à grimper, et cette hausse ne correspond à aucun changement tangible dans l'économie canadienne qui justifierait une réévaluation de son dollar. Si Ottawa limitait l'amplitude artificielle et spéculative des mouvements du dollar canadien, par exemple en annonçant de façon formelle la fourchette dans laquelle il laissera osciller le dollar, on réduirait la pression pour les exportateurs et on pourrait, là aussi, en profiter pour réduire les taux d'intérêt.

Enfin, parce que de nombreux observateurs s'inquiètent de l'effet de la TPS sur la relance de l'inflation, Ottawa doit intervenir, cette fois-ci sur le plan politique; mettre sur pied une forme de concertation nationale pour que les partenaires, entreprises, syndicats, gouvernements, acceptent de ne pas se lancer dans une surenchère catastrophique.

Bien sûr, ces interventions, habituelles en Suède ou au Japon, ne correspondent pas aux traditions canadiennes. Mais jusqu'ici, la méthode canadienne a donné de si mauvais résultats qu'un gouvernement qui mérite ce nom se doit de consacrer ses énergies à trouver d'autres solutions.

Alain DUBUC

## Gouvernements demandés

Contrairement à ce que l'on pourrait croire, ce n'est pas la faiblesse des gouvernements face aux Warriors qui paraît le plus désolant dans la conjoncture politique actuelle. C'est l'absence de gouvernement. Et la perspective de devoir attendre encore deux ou trois ans avant de pouvoir en élire.



La pitoyable performance de Québec et d'Ottawa dans le dossier Mohawk, depuis un mois, n'a fait en réalité qu'illustrer la dramatique carence de leadership qui paralyse ces deux niveaux de pouvoir.

Tout s'y déroule en effet comme si Brian Mulroney et Robert Bourassa ne s'étaient fait élire que pour tenter de solutionner l'impossible équation constitutionnelle canadienne. Après avoir investi l'essentiel de leurs énergies dans ce dossier depuis trois ans, ils donnent l'impression, une fois consommé l'échec de Meech, de zigzaguer comme des poules sans tête.

Pas étonnant que, subitement confrontés à la crise autochtone, ils fassent preuve d'un comportement totalement incohérent. Et plongent le Canada et le Québec dans un abîme de ridicule. À la face même des observateurs internationaux et des télévisions étrangères à l'affût d'un remake du «Massacre de Fort Apache» ou du fantôme de Davy Crockett.

La situation serait moins préoccupante si, dans les autres domaines, les autorités politiques, à Québec et à Ottawa, donnaient l'impression de savoir à peu près où elles vont. Or c'est loin d'être le cas.

Sur le plan constitutionnel, par exemple, M. Mulroney ressemble à un amateur de 6/49 encore abasourdi d'avoir raté le gros lot par un chiffre. Manifestement incapable d'imaginer une nouvelle combinaison gagnante, il laisse jouer les autres. En espérant confusément pouvoir profiter un jour des retombées de leurs succès éventuels.

Quant à M. Bourassa, obligé de se rabattre sur la Provinciale, il hésite, comme toujours, avant de fixer définitivement son choix sur une formule susceptible de lui sauver la mise. Ses tergiversations dans le choix d'un président de la commission parlementaire élargie indiquent qu'il regrette de s'être engagé dans cette galère dont il voudrait faire porter par l'opposition la responsabilité de son naufrage.

Il en va de même avec presque tous les problèmes où on serait en droit de s'attendre à une intervention déterminante de ceux qui se sont fait élire en promettant précisément de les régler.

Ainsi, depuis les dernières élections fédérales, le bilan économique de M. Mulroney paraît bien maigre. Il se limite, à toutes fins utiles, à avoir ratifié le traité de libre-échange avec les États-Unis. Une initiative séduisante mais dont les effets ne se feront vraiment sentir qu'à long terme. Et à avoir fait adopter la TPS qui, faute d'avoir été convenablement expliquée aux consommateurs, a remarquablement réussi à susciter une quasi unanimité... contre elle!

Mais pour le reste...! Les Canadiens ont la désagréable impression que l'imminence d'une récession économique majeure, des taux d'intérêt anormalement élevés, un niveau de chômage frôlant la catastrophe ou la pauvreté endémique de millions de citoyens préoccupent à peu près tout le monde. Sauf M. Mulroney.

La situation n'est guère plus rassurante à Québec. Qu'il s'agisse d'environnement, de financement des universités, de recherche scientifique, de développement industriel, d'aménagement routier ou de fiscalité municipale et scolaire, on y a l'impression que ce sont les accidents de parcours qui tiennent lieu de programme politique à M. Bourassa. Quand ce ne sont pas les sondages d'opinion publique.

Sans parler des autres dossiers ayant une influence directe sur l'avenir collectif des Québécois et qui ne refont qu'épisodiquement surface à l'occasion de beaux discours qui n'impressionnent plus personne. Comme la politique linguistique, l'intégration des minorités ethniques, l'immigration, le développement culturel ou la contribution du Québec au rayonnement de la francophonie internationale.

Mis à part l'avenir national des Québécois — où M. Bourassa est manifestement à la remorque de l'opinion publique —, c'est le désert total, à Ottawa et à Québec, en matière de grands projets collectifs. Et seuls des gouvernements s'appuyant sur de cohérentes orientations politiques pourraient combler cette lacune. Mais pour ça, faudrait-il encore que ces gouvernements existent. Et à l'heure actuelle, ce n'est pas évident.

Pierre Gravel

## MAIS OUI... ON NÉGOCIE



DRÔTES RESERVES

## Quand un Nobel de la Paix justifie le recours à la violence des autochtones

MARCEL ADAM

Le premier ministre Bourassa a bien fait de remettre à sa place l'archevêque sud-africain Mgr Desmond Tutu, qui a mis ses mules dans les plats en intervenant maladroitement dans la crise des barricades.

Lors d'une visite faite cette semaine dans la réserve Osaburgh, en Ontario, le prêtre a appuyé les revendications territoriales et autonomistes des autochtones.



Non sans prendre soin, cependant, de dire que les comparaisons ne tenaient pas entre le sort de ses congénères d'Afrique du Sud et celui de nos autochtones. Rappelant que ceux-ci ont le droit de vote, que le gouvernement fédéral reconnaît qu'ils ont été mal traités et que la plupart des Canadiens admettent qu'il y a un problème.

Mais appuyer les revendications indiennes est une chose. Parler comme si on justifiait la violence en est une autre.

Mgr Tutu a dit déplorer la violence mais comprendre que des gens y recourent quand ils sont à bout de «patience». Comme s'il y avait toujours relation de cause à effet entre l'épuisement des moyens pacifiques et l'épuisement de la patience.

Le prêtre ne semble pas avoir compris que la perte de patience

de des autochtones canadiens a peu à voir avec le fait que le Canada a trop tardé à leur faire justice. Mais beaucoup au fait que depuis quelques années leur cause a fait des progrès considérables. Non seulement dans la conscience populaire, mais aussi dans la loi fondamentale du pays, dans l'attitude de la judicature canadienne, y compris chez les gouvernants qui ont négocié et conclu avec certains peuples des règlements négociés de grande importance.

Il est évident que les choses ne vont pas assez vite et que la classe politique ne traite pas ce contentieux avec la célérité et toute la bonne volonté que les premières nations attendent d'elle.

Mais le prêtre aurait dû tirer leçon de ce qui se passe chez lui pour comprendre que c'est lorsque les réformes sont commencées que la patience commence à faire défaut. Et que pour un homme de son prestige c'est risquer de mettre le feu aux poudres que de parler en ne se laissant guider que par ses bons sentiments.

Le plus grave c'est quand il dit que la violence des autochtones est déplorable mais que c'est elle qui a attiré l'attention sur leur sort. Disant regretter la mort d'un policier à Oka, il constate toutefois que rien ne semble autant concentrer l'esprit des gens que ce qui s'est produit aux barricades.

Cet homme de paix prétend être contre la violence mais il comprend qu'on puisse y recourir. Cette compréhension revient à excuser, donc à justifier

tacitement le recours à la violence.

Ce n'est pas le genre de propos que l'on attend d'un Prix Nobel de la Paix.

Mgr Tutu a fait une remarque qui a dû fort embarrasser le gouvernement fédéral.

Soulignant que les autorités canadiennes appuient depuis longtemps son combat contre l'apartheid, il s'est dit étonné de ce qu'elles ne se sentent pas également concernées par les situations d'injustice qui existent dans leur propre pays.

Il y a une leçon à tirer de ce commentaire.

En matière de droits humains aucun pays n'est irréprochable. C'est pourquoi il est dangereux de faire la morale aux autres. On risque que celui que l'on montre du doigt nous fasse passer pour hypocrite en attirant l'attention sur nos manquements à ce chapitre.

L'ex-président Carter avait abordé son règne en annonçant solennellement qu'il faisait de la défense des droits de l'homme le fondement de sa politique étrangère. Très rapidement les réalités de ce monde imparfait l'ont obligé à faire des accommodements avec ce noble idéal.

Dès son arrivée au pouvoir Brian Mulroney s'est fait sur la scène internationale le pourfendeur sans peur et sans reproche de l'apartheid sud-africain. Les Sud-Africains lui ont vite retourné que le sort de nos autochtones canadiens lui interdisait de leur faire la morale.

Or voici que la crise des barricades risque de faire passer le Canada pour le Tartuffe de la scène mondiale.

Ce qui montre bien que si lutter pour le respect des droits de l'homme c'est bien, il faut prendre garde de ne pas trop bousculer les autres si on a un squelette dans le placard.

À cette imprudence du gouvernement s'en ajoute une autre, celle de n'avoir pas condamné la violence comme moyen de combattre l'apartheid.

Quand Nelson Mandela est allé aux États-Unis, récemment, le président Bush, qui appuie sa cause, a pris soin de lui reprocher publiquement de n'avoir pas renoncé à la violence. Ce disant il s'adressait moins à son visiteur qu'à ses concitoyens. Car s'il ne l'avait pas fait, des groupes tentés par la violence auraient lu dans son silence un appui tacite à la violence en certaines circonstances.

M. Mulroney n'a pas demandé à Mandela de renoncer à la violence quand il est venu à Ottawa.

Or voici que des autochtones commencent à recourir pour avoir justice. Et le gouvernement fédéral n'accepte pas ces méthodes qu'il trouve injustifiées.

Il y a quelque temps le chef Henri s'est étonné avec raison de cette attitude devant des journalistes: on appuie la lutte armée de Mandela, dit-il, mais non celle des autochtones.

# Oka, une crise mal gérée

BERNARD CLEARY  
collaboration spéciale

NDLR: Originaire de Mash-teuiatsh (Pointe-Bleue), communauté montagnaise, Bernard Cleary, négociateur autochtone, est l'auteur d'un ouvrage sur les négociations territoriales: L'enfant de 7 000 ans. Il a exercé la profession de journaliste au quotidien Le Soleil, dans la presse régionale et à la télévision, à Télé-Capitale. Il a de plus enseigné le journalisme pendant plus d'une douzaine d'années à l'université Laval, à Québec.

Malheureusement, après plusieurs semaines de crise à Oka, nous devons constater que la question de fond — les droits ancestraux des Autochtones — n'a pas bougé d'un iota parce que le gouvernement du Québec ne veut, en réalité, que rouvrir le pont Mercier en faisant tomber les barricades et que les Mohawks, de leur côté, pratiquent la philosophie suicidaire du «tout-ou-rien».

Encore une fois, sur les questions autochtones comme dans bien d'autres débats conflictuels d'ailleurs, nos gouvernements ont géré cette crise «à la p'tite semaine», la tête bien enfouie dans le sable, en espérant sans doute qu'elle se résorbe d'elle-même ou, comme c'est le cas de plus en plus souvent, en attendant passivement que les beligerants leur placent le «couteau sous la gorge».

On s'est contenté d'improviser sur des thèmes connus en consultant les mêmes avocats de gouvernements, supposément spécialistes en droit autochtone, d'ailleurs les plus opposés à la reconnaissance des droits ancestraux, et en faisant bien attention de voir plus loin que le bout de son nez.

Le premier ministre Bourassa doit certainement constater aujourd'hui que les «sparages» du ministre John Ciacchia, ce «grand» défenseur de la cause autochtone, ne réussiraient pas cette fois-ci à endormir les représentants des premières nations comme il l'a fait à maintes reprises.

Le temps des «miroirs», même s'ils sont de plus en plus «chromés», semble heureusement terminé...

En laissant la Sûreté du Québec et ses «habiles stratèges» mener le bal dans ce dossier délicat avec leurs «gros sabots», le gouvernement du Québec a été bien inconscient.

Plus encore, on peut même s'interroger sur l'agitation sauvage faite auprès de la population blanche pour soulever certains d'entre elle contre les Mohawks par un



George Erasmus



John Ciacchia

membre de la Sûreté du Québec à sa pension. Ce nouveau héros national québécois, «tricoté» de toute pièce pour l'occasion, semble en «avoir donné plus que le client en demandant» et même être devenu gênant et très dangereux pour la paix sociale.

Qui a placé cet homme, dont la violence verbale aura été aussi sinon plus dévastatrice que les armes des guerriers, sur les barricades d'en face?

Elle est lourde de conséquence la décision de détruire, auprès de la population québécoise, la cause autochtone, d'allumer le racisme latent de certains, de faire en sorte que ces «maudits sauvages» soient marqués au fer rouge et, pour quoi pas, de payer pour les oreilles des Indiens abattus, comme le faisait le gouvernement de Terre-Neuve, il n'y a pas si longtemps, au début de ce présent siècle.

Oui, on l'aura ouvert le pont Mercier, mais avec lui une plaie béante qui n'est pas à la veille d'être guérie...

À vouloir gagner la guerre en une seule bataille, les Mohawks sont malheureusement en train de détruire toute la crédibilité qui a été bâtie de peine et de misère auprès de la population blanche pour la défense des droits ancestraux et le règlement juste de cette erreur historique.

Plus encore, ils risquent de ternir leur propre réussite du début de cette opération parce qu'ils veulent obtenir tout ou rien. Cette méthode malheureusement suicidaire rapporte rarement des dividendes. La reconnaissance des droits aborigènes et la «recouvrance» d'une partie importante de nos territoires ancestraux pour réaliser nos propres projets de société ne s'obtiennent réellement qu'après de lon-

gues luttes. Il faut donc être, encore une fois malheureusement, patients et surtout «étapistes».

Les chefs autochtones des Premières nations canadiennes, le président George Erasmus en tête, doivent convaincre les Mohawks d'oublier la stratégie suicidaire du «tout-ou-rien» et d'obtenir un engagement formel du gouvernement du Québec et de celui du Canada, exprimant une volonté politique claire, que les règlements des droits ancestraux des Autochtones seront négociés véritablement d'égal à égal en recherchant une entente juste et équitable, avant de laisser tomber les barricades.

Ils pourraient aussi exiger la mise en place d'une table de négociation nationale où l'on négocierait une entente-cadre comprenant les grands principes de reconnaissance de droits ancestraux et d'autonomie gouvernementale que devront contenir obligatoirement les futures ententes avec les provinces.

Ils doivent aussi en contrepartie, dénoncer clairement, sans aucune ambiguïté, la violence préchée par la partie extrémiste des guerriers et expulser les quelques bandits qui s'enrichissent avec cette noble cause et terrorisent, par la force des armes, la nation mohawk. Ils ne peuvent plus continuer à se fermer les yeux sur ce cancer s'ils ont véritablement à cœur le règlement pacifique des questions prioritaires des droits ancestraux.

Il faut que les représentants des gouvernements constatent, comme je l'ai fait à maintes reprises au cours des quatre dernières années en rencontrant la population, que les Québécois veulent réellement et équitablement trouver des solutions réalistes à la question autochtone dans le sens demandé par ces

derniers. Ils sont prêts à rétrocéder une partie acceptable des territoires ancestraux pour permettre aux autochtones de réaliser leur propre projet de société avec l'autonomie gouvernementale qui doit nécessairement l'accompagner.

Je ne crains pas du tout d'affirmer que le citoyen québécois, qui n'est pas «poigné» personnellement par la protection de certains privilèges, est de loin plus ouvert à la recherche de solutions satisfaisantes pour les autochtones que certains fonctionnaires et certains élus politiques. Ces derniers, comme on le sait, ont plutôt tendance à protéger les «gros tiers».

Il est donc souhaitable immédiatement que les représentants des gouvernements cessent d'écouter exclusivement les «lobbyistes» des compagnies forestières ou minières, ceux des développeurs à tout prix, certains mégalomanes d'Hydro-Québec, les dirigeants des forces policières et quelques fonctionnaires foncièrement racistes qui ne veulent surtout pas croire que les autochtones soient prêts à s'autogouverner.

Et, comme je le suggérais dans un commentaire publié dans le quotidien Le Soleil au début de cette crise, pourquoi le gouvernement du Québec ne confierait-il pas à une commission indépendante et itinérante le soin d'enquêter sur les dossiers présents d'Oka et d'Akwesasne, de connaître l'opinion réelle de l'ensemble des Québécois sur cette question de règlement équitable des droits territoriaux des autochtones et d'y dégager les solutions préconisées par ces mêmes Québécois?

La crise actuelle, engendrée par des gestes inconsidérés des dirigeants de la Sûreté du Québec qui auraient pu causer des torts irréparables par la mort de plusieurs personnes, et ses suites sur la réputation du gouvernement québécois à la recherche de sa souveraineté après l'échec du lac Meech préchent fortement en faveur de la mise en place d'une telle commission.

Choisis pour leur intégrité, les membres de cette commission auraient certainement l'avantage de ne pas avoir le nez collé à la vitrine, ce qui leur permettrait ainsi de mieux analyser les conflits actuels et de donner quelques mois de répit, certainement nécessaires à la suite des affrontements des dernières semaines. La mise en place d'une telle commission démontrerait que le gouvernement du Québec veut trouver les vraies solutions aux problèmes réels.

Le gouvernement québécois ne donnerait plus l'impression à la population blanche qu'il tripote, avec les autochtones, en catimini, des privilèges sur le dos des Québécois, sans jamais admettre que les Amérindiens ont de véritables droits ancestraux de premiers occupants et qu'il faut corriger maintenant les erreurs historiques du passé.

# L'armée: la solution ou le début du problème?

FRANCINE LALONDE

Historienne, l'auteure a été ministre de la Condition féminine dans le gouvernement Lévesque et vice-présidente de la CSN. Elle décrit ici une rencontre avec les mères de clan, au Mohawk Nation Office de Kahnawake.

Construite en janvier dernier, cette maison longue, la maison des décisions, compte deux portes, une pour les femmes, orientée vers l'est où se lève la lune qui contrôle le cycle de la fécondité, l'autre vers l'ouest pour les hommes. Même si la porte des hommes est située plus près de la route et semble utilisée par tous couramment comme on le verra par la suite, on nous guide vers la porte des femmes.

C'est un édifice impressionnant par son étrangeté, rappelant à la fois une chapelle et un centre paroissial. Fait de planches de bois larges, rectangulaire, il est parcouru par trois rangées de bancs sur la longueur et le double sur la largeur. Au centre, face à chaque porte, trône un gros poêle à bois. Le clan des ours occupe le côté sud, face au clan des loups, les femmes d'un côté avec les enfants, les hommes de l'autre. C'est la description que notre interlocutrice nous fait, avant d'enchaîner sur le processus de décision. Le clan des ours, hommes d'abord et femmes ensuite discutent jusqu'à ce que tous soient d'accord sur une proposition qu'ils transmettent ensuite au clan des loups où la discussion suit le même processus. La conclusion est transmise au clan des tortues qui peuvent tout remettre en cause. Le processus de décision n'est pas la recherche de la majorité comme chez les Blancs, c'est le consensus. C'est long, mais c'est plus efficace.

Le ton est donné. Nous allons, ma compagne et moi, non seulement nous informer, parler des inquiétudes que nous inspire la situation, mais surtout, recevoir une leçon de vie, de philosophie mohawk. Elles sont une douzaine, dont deux avec des bébés, venues nous rencontrer, nous entendre, mais surtout nous parler par leur porte-parole, une fière Américainne, Thelma, commerçante de cigarettes, dont elles boivent les mots et les martellent de leurs yeux quand ils s'adressent à nous, parfois comme des fleches. Elles sont les représentantes d'une nation humiliée qui relève la tête. Elles pensent à l'avenir de leurs enfants.

Très tôt, comme pour délimiter le terrain de la rencontre, à l'expression de mes craintes quant à la nature des revendications à Kanasetake, la réponse est venue drue, en deux temps: la première, j'étais mal informée et je me fiais aux journaux; comme je réponds que mes sources sont mohawks la deuxième réponse est tombée: ce sont les gens de Kanasetake qui donnent des mandats à leur porte-parole; ce qu'ils veulent régler c'est leur territoire, j'étais soulagée. Pas pour longtemps. S'était installé un ton solennel, un rapport de nation à nation, où chaque mot est pesé, comme s'il revêtait une grande importance. Nous étions des femmes québécoises venues rencontrer des femmes amérindiennes pour nous informer et exprimer notre volonté de préserver l'avenir et nous étions là, des Blanches, des Européennes, à négocier notre place, notre droit à la terre.

Comment nous préparer à vivre ensemble, après, quand sera réglé Oka? C'est simple: «Nous sommes une nation, nous avons une langue, un gouvernement, un territoire. Vous n'avez qu'à nous reconnaître». J'enchaîne en soulignant que René Lévesque, premier ministre, avait en 1985 fait voter à l'Assemblée nationale, pour la première fois en Amérique du Nord, la reconnaissance des dix nations autochtones et était prêt à négocier les conditions de l'autonomie politique et économique. J'ajoute, en complicité, que s'il est un peuple qui peut comprendre l'humiliation et le mépris, c'est le peuple québécois qui entreprend lui aussi une démarche de souveraineté nationale. Nous avons aussi une langue, une histoire, un gouvernement et j'allais ajouter un territoire quand mon interlocutrice m'interrompt pour dire: «Vous n'avez pas de territoire, vous n'êtes pas une nation. Après notre territoire, c'est celui d'autres amérindiens. Ce n'est pas votre territoire», j'étais interloquée. Je me reprends doucement en disant que si je convenais qu'il fallait rediscuter de territoire, je n'étais pas prête à dire que mes ancêtres qui étaient là depuis près de quatre cents ans n'y avaient pas de droit. J'avais sauvé la mise. Mais je découvrais, encore plus que je ne l'avais escompté, ce nationalisme mohawk sans lequel on ne peut pas comprendre le phénomène des Warriors.

La conversation aurait pu s'arrêter là. Mais elle continua sur le mode de la recherche de points communs. Ma compagne tenta de voir des rapprochements dans les valeurs, la justice par exemple. Dale, une jeune femme tenant un enfant sur ses genoux, nous raconta comment notre justice n'a rien à faire avec la leur, puisqu'elle s'intéresse à punir le coupable, alors que la leur cherche à satisfaire et compenser la victime. La grand-mère raconte ensuite comment dans sa jeunesse, les vieux devaient se cacher dans la forêt pour faire leurs cérémonies. L'Église catholique les empêchait de conserver leurs coutumes. Leur justice est rendue collectivement au Longhouse, enchaîne Thelma. Récemment, une femme de la réserve a été mise en demeure, au Longhouse, de cesser de vendre de la drogue aux jeunes. Si elle était reprise à le faire, elle se ferait expulser. Elle a récidivé quelques temps plus tard. Les femmes réunies au Longhouse ont demandé aux hommes d'aller expulser celle qui avait contrevenu à la décision collective. Pour nous elle est morte, dit Thelma, même si elle s'est plainte à votre Commission des droits de la personne. Chez nous ce n'est pas la personne qui a des droits, c'est le Longhouse qui peut décider pour protéger les jeunes.

Avant, dit la grand-mère, personne ne voulait être Indien, maintenant nous sommes fiers. Thelma enchaîne, nous avons nos écoles, nous enseignons nos coutumes, notre langue.

Remerciez-nous, dit Thelma. Si nous n'avions pas fermé le pont Mercier pour empêcher que la Sûreté fasse un deuxième assaut à Kanasetake, c'est tous et chacun d'entre nous qui se serait transformé en Warrior et nous n'aurions pas fait de différence entre les gens qui auraient été devant nous, me dit-elle, en me regardant droit dans les yeux. Votre Sûreté a attaqué les femmes et les enfants. Nos hommes n'ont pas tiré, me dit-elle avec aplomb. C'est la Sûreté qui a tué le policier Lemay. Nos hommes sont là pour nous défendre. Nous sommes fières d'eux. C'était la fin. J'ai remercié et espéré la paix.

Venez voir comment nous sommes organisés avant de partir, me dit Thelma! A côté du Longhouse se dresse une grande maison qui fourmille de monde, quelques hommes, des femmes et des enfants. Une grande table est pleine de réserves de nourriture. Au fond une grande cuisine séparée par un comptoir du reste de la pièce. Quelques femmes s'affairent à la popote. «Nous cuisinons vingt-quatre heures sur vingt-quatre pour ravitailler nos hommes». «Dites-moi Thelma, quelque part, ce qui arrive vous a permis de vous solidariser, lui ai-je dit.» «Bien sûr, au moins on doit ça à Bourassa».

# La crise de nerfs des Blancs

FRANCINE PELLETIER  
collaboration spéciale

Mardi soir à Châteauguay, des adolescents arrachaient l'asphalte du boulevard Saint-Jean-Baptiste et, munis de ces nouveaux projectiles, bombardaient les troupes de la Sûreté du Québec avec un plaisir évident. Tout y passait: cocktails molotovs, pétards, pierres, mais et patates des champs, sous le regard hypnotisé d'une foule partagée entre l'effroi et la bravade.

Stationnée devant le pont Mercier, la SQ, elle, encaissait sans coups férir. Étonnamment stoïque, il faut dire. Peut-être savait-elle ce que la population n'apprendrait que quelques heures plus tard? Que l'armée canadienne volerait incessamment à son secours...

Au 39e jour d'une crise sans précédent, la situation est de plus en plus grave au Québec. Et ce n'est pas la faute des Mohawks. Au 39e jour, en fait, la crise n'est plus celle des Amérindiens mais bel et bien celle des Blancs.

\*\*\*

«Ils l'auront cherché», me dit, en substance, un homme de Châteauguay, mardi dernier. (Le prototype, pourrait-on dire, des événements qui se déroulent là-bas, sourire satisfait et bedaine de bière, toujours prêt à siffler son encouragement, et à déguerpier au bon moment). «Les policiers de la SQ sont des batteurs de femmes!», lança-t-il.

Certes, la violence débridée des derniers jours a achevé de ternir l'image — déjà passablement moche — de la Sûreté du Québec. Mais, de toute évidence, ce n'est pas la violence qui révolte les habitués de la place. Ces derniers viennent littéralement en quêter, soir après soir, à coups de gna-gna, d'insultes et de roches. Ce n'est pas la protection des «sans défense» qui les motivent non plus, puisqu'ils n'hésitent pas à piétiner et jusqu'à

bruler les installations des innocents commerçants de la place.

L'argument voulant qu'on ne «touche pas aux femmes» est de la foutaise. C'est l'argument par excellence, en fait, des policiers de tout acabit, de tous les petits soldats voplant justifier leurs belliqueuses intentions. La soi-disante faiblesse des uns (les femmes et les enfants) a toujours servi d'excellent prétexte au déploiement de la force brute. (Lors de la deuxième grande guerre, par exemple, on recrutait des soldats aux États-Unis en affichant des posters de jeunes femmes en robes blanches, le symbole de tout ce que l'Amérique devait désormais protéger).

Bref, il ne s'agit pas seulement ici de la frustration «légitime» de Châteauguay, ou de jeunes en mal d'activités physiques. Il s'agit aussi d'une mentalité de fiers-à-bras et de petits machos qui, alimentés par des agitateurs professionnels (dont le Ku Klux Klan), s'est transformée en une rare intolérance. (Après leur confrontation avec la police, des manifestants ont battu un homme noir, mardi dernier. La veille, c'était au tour d'une femme mohawk.)

On ne laisse pas libre cours à ses pires instincts, jour après jour, sans laisser des marques. On ne parade pas non plus de formidables troupes policières, encore moins l'armée, sans séquelles sur la vie collective.

Déjà, tous les préjugés souvent non fondés à l'égard du Québec se voient soudainement justifiés. A force d'outrageantes interventions policières, d'appels à l'armée, à force de se plaindre que les Mohawks ont «tout gagné» et que le Québec se retrouve «humilié», à force de se scandaliser de la présence des Warriors et de s'apitoyer sur les «pauvres citoyens blancs», comme vient de le faire Jacques Parizeau, nous voici devenus la société ethnocentrique, tribale, paranoïaque et répressive envers ses minorités que le Canada nous accuse sans cesse d'être.

On crie actuellement au scandale face aux négociations conclues avec les Mohawks — une partie du caucus libéral s'en est même dissociée — alors que le véritable scandale c'est l'inaction et la désinformation de la part de nos gouvernants. Le véritable scandale c'est

notre obstination à faire des Blancs les «vraies victimes» de cette triste saga et le mépris à peine déguisé que nous continuons à afficher face aux Amérindiens. Et en bout de ligne, c'est cette tentative désespérée de maquiller le gâchis en faisant appel à l'armée!

Faut-il rappeler toutes les erreurs commises par les Blancs dans cette histoire

1) Le coup de téléphone manqué: Un coup de téléphone d'Ottawa aurait aisément mis fin au conflit opposant les Mohawks de Kanasetake et la municipalité d'Oka. Ottawa aurait pu offrir aux Mohawks à ce moment-là la terre qu'ils revendiquaient depuis quatre mois déjà. Brian Mulroney ne venait-il pas d'avouer, lors des dernières tractations du Lac Meech, le traitement injuste des autochtones au Canada

2) Le coup de force manqué: L'attaque du 11 juillet en dit long non seulement sur l'ineptie de la SQ mais sur le manque de contrôle du gouvernement du Québec sur ses forces policières. De plus, en justifiant cette désolante stratégie, Robert Bourassa se situait du côté des redneck et encourageait cette attitude dans la population.

3) Le tapis tiré sous les pieds de Ciacchia: Les négociations avec les Mohawks entamées, le ministre des Affaires indiennes du Québec, John Ciacchia, n'a pu poursuivre ses démarches qu'il avait pourtant admirablement bien commencées. Les partisans de la «ligne dure» du cabinet Bourassa s'en seraient mêlés (dont M. Bourassa?), court-circuitant ainsi les discussions et transformant M. Ciacchia en un bredouilleur impuissant.

4) L'appel à l'armée: Même si on est loin ici des «mesures de guerre», même s'il n'y a pas d'effusion de sang (ce que je ne crois pas; du sang il y en aura tôt ou tard), le déploiement de l'armée, particulièrement à un moment où les négociations vont bon train, est impardonnable. C'est comme si tout à coup nous adoptions la peine de mort. En d'autres mots, le message véhiculé ici est que l'État se donne le droit de vie ou de mort sur ses citoyens.

5) La couardise du gouvernement: Plutôt que d'acheter la paix sociale à Oka et à Châteauguay à

coups de compensations financières, le gouvernement aurait mieux fait de se déplacer et d'expliquer la situation aux gens. Tout se passe comme s'il s'agissait ici d'une intempérie climatique, plutôt que d'un conflit politique d'envergure. D'ailleurs, a-t-on idée de dédommager les gens lorsque la guerre éclate? Non. Tout le monde endure parce que tout le monde comprend.

6) Le dénigrement de la cause autochtone: C'est une vieille tactique que d'accuser son adversaire de «terrorisme» afin de le discréditer et empêcher toute discussion. (Israël le fait face à l'OLP, les États-Unis le font actuellement face à l'Irak). Certes, les Warriors mêlés au conflit ne sont pas de tout repos. Et oui, leur présence cause des tiraillements au sein de la communauté mohawk. N'empêche que dans le cas qui nous occupe, les Warriors ne font que réclamer ce que tous les Amérindiens au Canada réclament, sans exception: leur droit à la terre et à l'autonomie.

Force est de constater, aussi, qu'ils ont été drôlement efficaces. Leurs barricades leur ont obtenu en quelques semaines ce que les Déné ont mis 20 ans à obtenir d'Ottawa. Pourquoi s'en offusquer? Parce qu'ils portent des armes? Faut-il rappeler que nos Patriotes ont aussi porté des armes et ont causé des dommages bien plus considérables. Nos Patriotes étaient sans aucun doute les «terroristes» de l'époque; aujourd'hui, ils sont des héros.

Sans vouloir minimiser le problème que posent les Warriors au sein de leur communauté, c'est un problème que les Mohawks devront eux-mêmes solutionner. Et puis, la situation a énormément évolué depuis les troubles à Akwesasne. A ce moment-là, les Warriors étaient le problème; aujourd'hui, ils font partie de la solution.

Après des décennies d'auto-mutilation et de violence tournées contre eux-mêmes, les Amérindiens ont décidé de tourner leur colère vers l'extérieur. En quoi cela diffère-t-il de nos méthodes de Blancs? Et surtout, n'ont-ils pas de bien meilleures raisons que nous de le faire?

L'armée, loin de mettre un terme à toute cette histoire, ne fera que propulser ce mouvement de colère à travers le Canada. C'est déjà commencé.

## De l'air et de l'exercice, mais pas de G.O., SVP

BRUNO BISSON

À la veille de la troisième décennie du grand réveil écologique, les arbres n'ont guère meilleure mine qu'à la fin des années 80, mais il y en a davantage. L'air est presque pur et c'est à peine si les rumeurs de la Cité parviennent aux oreilles des promeneurs du grand parc sans manège.

Dans les petites clairières que longent des sentiers de terre battue, des personnes âgées répètent en groupe les languissants mouvements du tai-chi. Les joggeurs sont rares, mais les marcheurs nombreux. Des enfants s'amusent sous la surveillance de moniteurs payés par la Ville tandis que les parents se trempent distraitement les pieds dans l'eau d'un bassin dont le fond n'est pas de béton et où plonge une cascade dont les origines artificielles sont insoupçonnables. Il fait beau, les oiseaux chantent et les écureuils gambadent. N'est-ce pas charmant?

Une vision aussi bucolique du parc Lafontaine semble à priori sortie tout droit des rêves d'écologistes éhémères et autres *granolas* qui sévissaient en nombre au début des années 70.

### «Très vert»

Pourtant, si les tendances observées par les spécialistes en loisirs se vérifient, les parcs et autres lieux privilégiés de plein air du prochain siècle pourraient se conformer à cette image: des espaces «très verts» abandonnés à des sportifs «doux», plus soucieux de leur bien-être que de leurs exploits, et cherchant davantage la communication avec la nature que le rassemblement.

En matière de loisirs, le début du troisième millénaire de l'Ère chrétienne se distinguera autant par l'harmonisation du temps libre et l'assouplissement des horaires de travail que par l'approvisionnement du progrès technologique effréné que nous connaissons aujourd'hui.

Rien de commun avec la civilisation dite «du loisir» que d'aucuns promettaient naguère comme un paradis terrestre. Car les citoyens des années 2000, para-

doxalement, travailleront plus fort et plus longtemps qu'aujourd'hui.

Mais en contrepartie, ils demanderont plus de disponibilité pour s'adonner à leurs activités préférées, selon Gilles Pronovost, professeur au département de sciences du loisir à l'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR).

«La désaffection de la population pour les loisirs organisés, avec horaires et le reste, est une des tendances majeures aujourd'hui. Les gens ne veulent plus de contraintes de temps et la pratique des sports d'équipe traditionnels, comme le hockey ou le baseball, est en chute libre! On opte de plus en plus pour des loisirs individualisés.»

Pour Alexis Rampin, directeur des modules régionaux du Service des loisirs de la Ville de Montréal, c'est encore plus simple: «On demandera des activités en plein air plutôt que de plein air. On va à l'encontre de la programmation!»

Un éloquent exemple de cette évolution est le projet Jeunesse 2000, entrepris par la Ville de Montréal pour réintégrer la clientèle adolescente quasiment exclue des loisirs municipaux et communautaires depuis plus d'une décennie. La philosophie du programme, explique M. Rampin, est anti-conformiste au point de laisser aux jeunes le choix des activités.

Cela exigera des services de loisirs municipaux un effort d'adaptation et d'imagination considérable, estime M. Rampin, qui prévoit à la fois une révision des équipements de loisirs sportifs disponibles et l'étendue de leur disponibilité.

### Le corps et l'esprit

Même si la nature des sports changera peu, leur pratique n'aura plus les mêmes objectifs. Le vieillissement de la population, par exemple, devrait entraîner une augmentation de popularité pour certaines activités physiques moins exigeantes.

À titre d'exemple, on s'attend que le *jogging* des années 80 fasse place à la *marche*, déjà considérée comme le sport le plus

«branché» chez les cadres dynamiques, mais vieillissants, des grandes métropoles du continent; l'aérobic de Jane Fonda se rapprochera du yoga, du tai-chi et d'autres méthodes psychophysiques à la Shirley MacLaine.

«Il faut prévoir un accroissement du public désireux de se remettre en forme, prévoit M. Pronovost. Il pourrait englober jusqu'à 50 p. cent de la population de plus de 15 ans!»

Selon lui, les gens qui ne voyaient qu'un feu de paille dans l'engouement pour l'aérobic et le *work-out* négligeaient un phénomène promis à s'intensifier: le culte du corps, complémentaire à celui du soi, dont la mise en forme n'est que la facette la plus visible.

Par ailleurs, la dimension éducative et culturelle devrait aussi s'affirmer de plus en plus dans les loisirs, selon M. Pronovost. Il ajoute que depuis quelques années, une diversification des activités accompagne la naissance de nouveaux types d'associations socio-culturelles.

«On va davantage au musée, dans les librairies et les bibliothèques, observe le chercheur. Des enquêtes récentes montrent aussi qu'en moyenne, on lit plus volontiers qu'en 1983.»

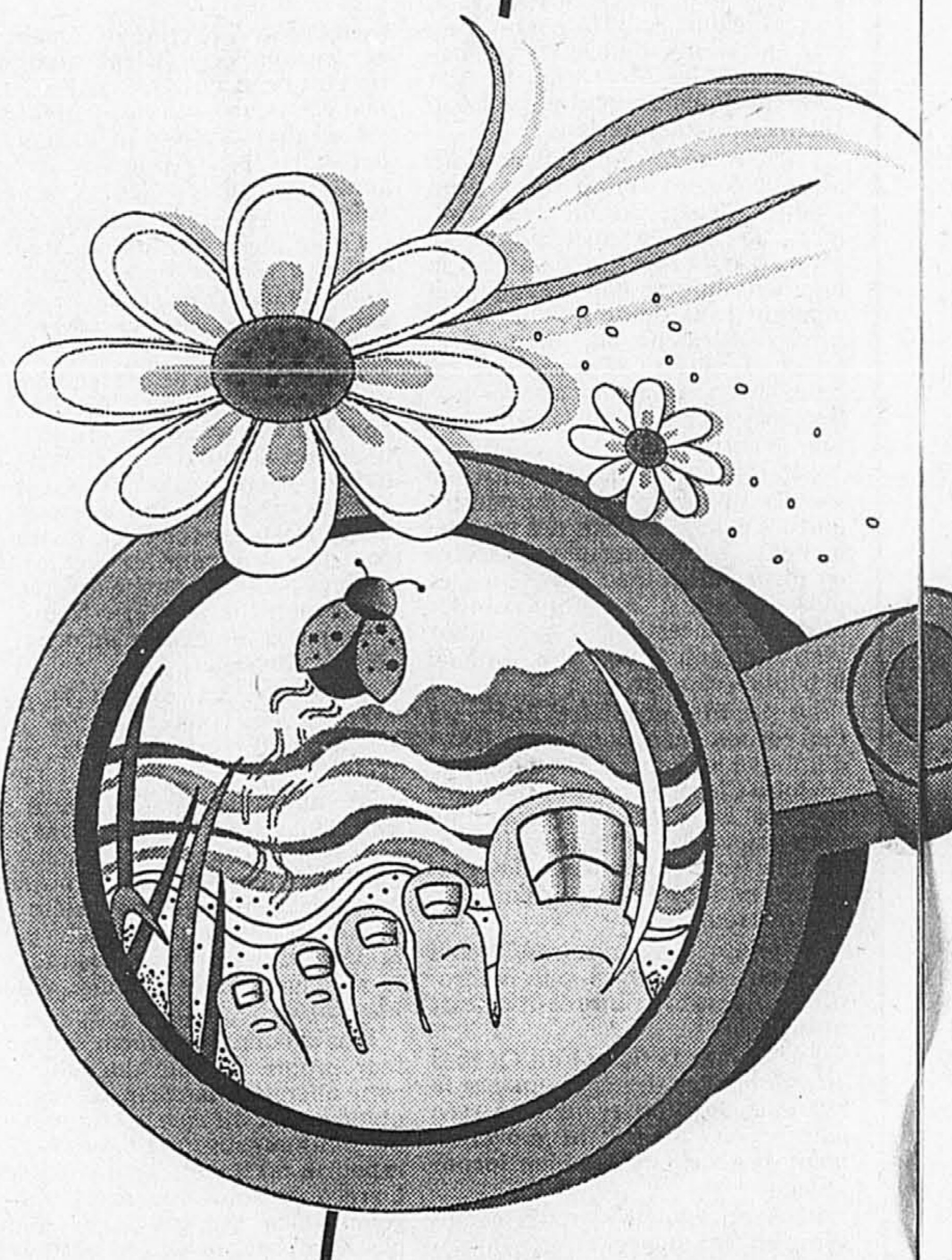
La croissance phénoménale du goût pour le loisir scientifique constitue une autre curiosité, dit-il. Une étude du gouvernement du Québec indique qu'au moins 20 p. cent de la population s'adonne aujourd'hui à l'observation des oiseaux, à l'horticulture ou aux promenades en sentiers écologiques dont le nombre grandit.

«Ce qui augure essentiellement de l'avenir, ajoute M. Pronovost, c'est l'installation du loisir dans les moeurs et l'existence du temps pour s'y adonner. La nature de l'activité choisie est secondaire.»

Quoi qu'il en soit, les loisirs des années 2000 devraient être si variés qu'une définition en serait mal concevable autrement que par les propres mots du chercheur de l'UQTR: «Plus de gens trouveront plus de temps pour faire plus de choses.»

M  
O  
N  
T  
R  
E  
A  
L

2010



## Sur quelle réalité voulez-vous vivre?

À l'heure de l'environnement, la réalité sera pé-



BRUNO BISSON

**D**rame, hier soir, chez les Laviguer. Papa est passé à un doigt de la syncope au milieu d'une partie de racquetball virtuel quand sa fille a débanché sans avertissement ses senseurs de fibre optique branchés au moniteur VPL. Elle voulait se plaindre de la décision de son frère aîné de préprogrammer un film sur le récepteur haute-définition du salon à l'heure du concert live de son groupe préféré qu'elle voulait enregistrer sur vidéodisque.

M. Laviguer a heureusement pu retrouver son équilibre même si la disparition soudaine du court artificiel en trois dimensions que lui projetait l'ordinateur a fait basculer son champ visuel dans le néant pendant une dizaine de secondes. Le choc, malgré sa violence, n'a pas eu de conséquences. Il y a trois mois, le 26 février 2010, un septuagénaire interrompu en plein vol a fait une crise cardiaque. «Il a probablement senti qu'il tombait», a présumé le coroner.

Ce scénario de fait divers se situe peut-être dans un avenir encore éloigné mais aucun des appareils, aucune technologie dont il fait mention, ne relève de la science-fiction. La création de champs visuels artificiels ET interactifs, à trois dimensions, existe déjà. Au Japon, un nombre limité d'émissions produites en haute-définition sont diffusées par satellite, chaque mois, à une clientèle sélectionnée possédant des récepteurs de télévision haute-définition (high-definition TV).

Aux États-Unis, le canal de télévision Pay-Per-View permet aux abonnés de choisir les films qu'ils veulent et ils ne paient que pour celle-là, au lieu d'un abonnement mensuel. Enfin, la firme ouest-allemande Thomson a déjà mis au

point un enregistreur de disques compacts et il est facile de présumer que le codage d'un signal stéréo et vidéo sur disque laser vierge de 30 centimètres sera une réalité avant la fin du XX<sup>e</sup> siècle.

Ces gadgets ont plusieurs points en commun: ils sont nés de la numérisation de l'information, exploitent l'image graphique ou réelle comme support principal et sont interactifs, c'est-à-dire que leur utilisateur peut modifier l'ordre des images à son gré et consommer son divertissement comme et quand il le veut.

D'ici l'an 2010, la nature et le fonctionnement des appareils de divertissement à domicile seront profondément transformés et le développement de nouvelles technologies provoquera un boom semblable à celui qu'a entraîné la démocratisation du câble et de la télévision, au cours des 30 dernières années.

### La haute définition

Le véhicule principal du développement sera la mise en marché de récepteurs HDTV, dont la définition d'image et les dimensions dépasseront de loin celles des meilleurs téléviseurs actuels. Et le principe qui appuiera, et sans doute entraînera, l'engouement pour les «nouveaux médias» sera l'interaction.

Le directeur du doctorat conjoint en communications de l'UQAM, de l'Université de Montréal et de Concordia et éditeur de la revue *Technologie, information et société*, M. Gaétan Tremblay, prévoit que la HDTV provoquera un «engouement comparable au magnétoscope», à condition que les grands diffuseurs convertissent la production et l'émission de leur programmation au standard de 1125 lignes de définition de la HDTV. Actuellement, seulement 525 lignes définissent l'image en couleurs des téléviseurs nord-américains.

«Parce que les gens consomment de plus en plus de culture à la maison, il est probable qu'ils souhaiteront un meilleur produit. Les canaux de télévision payante auraient intérêt à se convertir à la

haute-définition» d'une image aussi crâne de cinéma sera enfin à la po-

Selon M. Tremblay, force des choses main deviendront qu'une part de la population cherchera de travail pendant les temps de loisir que les diffuseurs auront à leur programme.

M. Gilles Pronovost, directeur de la recherche en sciences de l'éducation à l'Université du Québec à Trois-Rivières, a déjà raconté les contraintes de la

Les nouvelles technologies ont aussi de quoi inquiéter les spécialistes de la télématique, qui pensent que le câble, ou le satellite, ou le

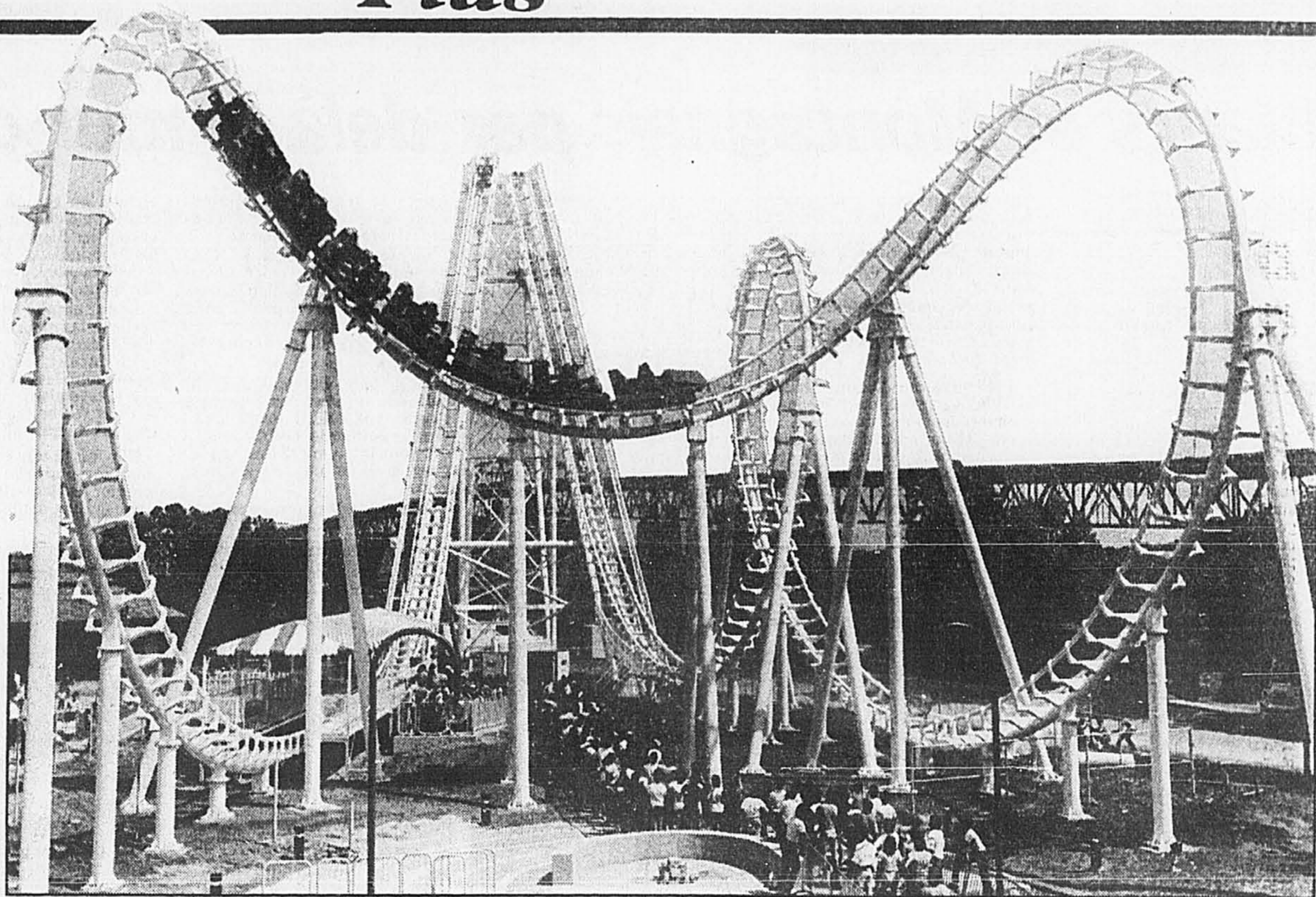
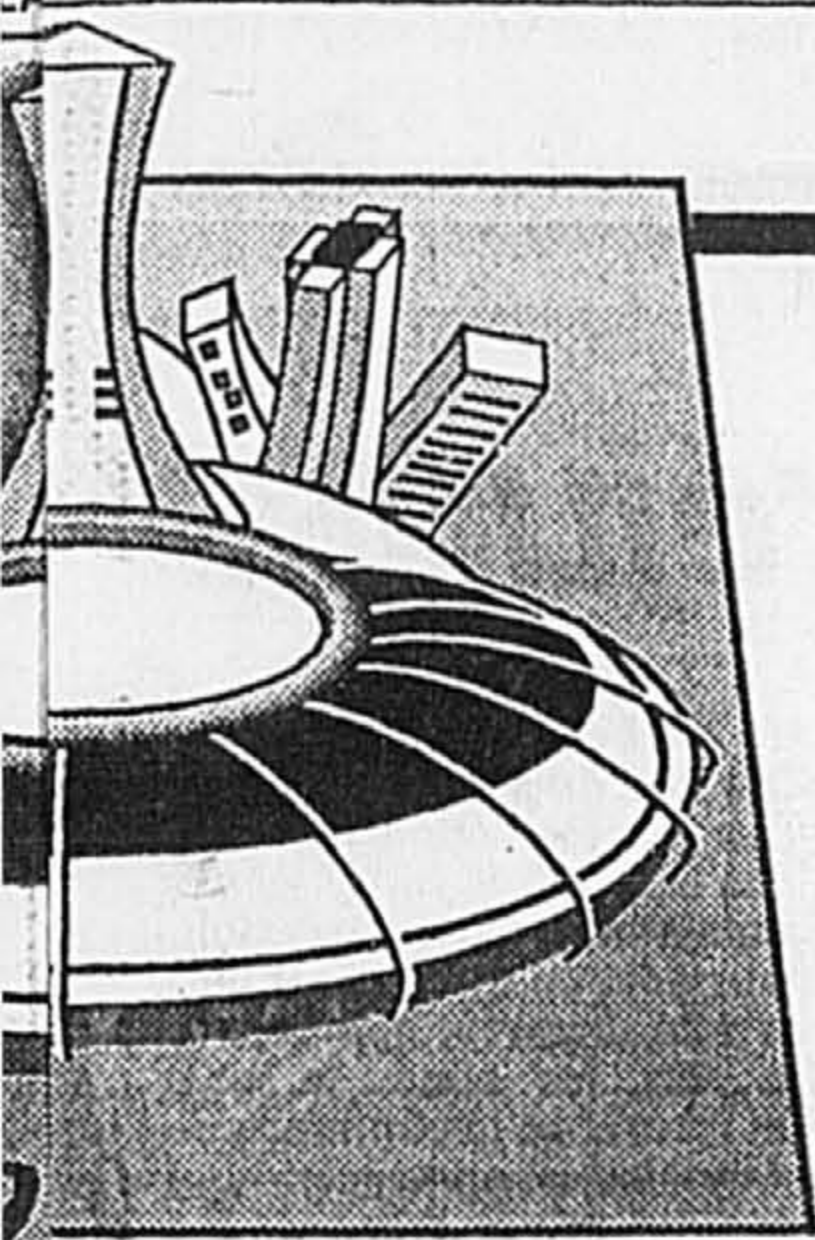
«On peut prévoir, on pourra faire (comme on peut le faire maintenant) Redoute du Mini-spectacle bancaire», M. Tremblay. C'est, ce sont les choses qui découleront de ces technologies.»

Les gens perdent-ils le goût, les habitudes qu'ils servent? Se contentent-ils de regarder pour surconsommer préparé d'avance? M. Tremblay n'est pas sûr.

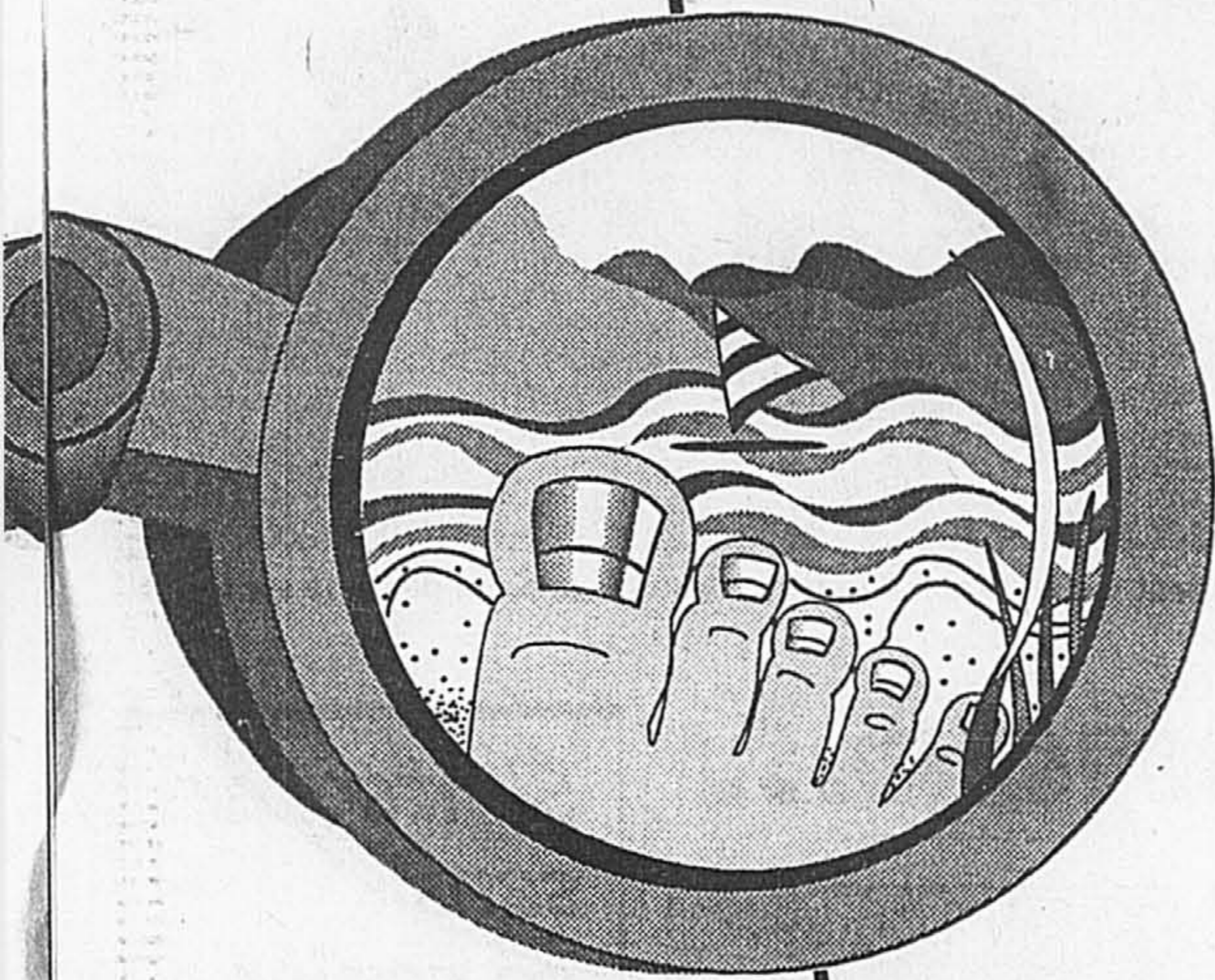
M. Pronovost prévoit que les Québécois consacreront entre 20 et 25 heures par semaine, en moyenne, à la télévision. «C'est le modèle de consommation que nous voyons le modèle de consommation des heures passées sentement en dé-



On s'attend à ce que le jogging des années 80 fasse place à la marche, déjà considérée comme le sport le plus «branché» chez les cadres dynamiques.



«L'époque des steel parks (parcs d'acier) est révolue, commente Jean Émond. Dans l'avenir, les manèges qui s'ajouteront au parc de La Ronde auront l'eau comme élément principal.»



## LEZ-VOUS VOUS BRANCHER ?

### ment vidéo interactif, réprogrammable

bit-il. Le vieux rêve... sante que celle des... dans les salons... de chacun.

...c'est aussi par la... les médias de des... interactifs. Parce... plus grande de la... assouplir ses horai... erer aussi bien son... temps de travail... tendance à assou-

...t, professeur au des... du loisir de l'Uni... Trois-Rivières, esti... é entre médias et... de se dégager des... rammation».

...nologies permet... plus d'heures de... tion de réseaux té... être transmis... es systèmes comme

...u'à partir de chez... son magasinage... ire sur le canal La... n France), ses tran... n épicerie, estime... est moins prévisi... ortements sociaux... ntroduction de ces

...ils l'habitude, ou... mmuniquer, bom... r... les communi... nt-ils à la maison... du loisir en boîte... théorie du cocoo... logues se réaliserai-

...roit pas. Selon lui... ment actuellement... de télévision par... «Nous avons at... tion et si nous sui... ts-Unis, le nombre... le télé est pré... nce», dit-il.

Tout comme M. Tremblay, le professeur de l'UQTR croit plutôt à un rapprochement graduel de la machine et même à un retour vers la nature (voir autre texte) qui ramèneront les divertissements électroniques à leur juste proportion. «On peut s'amuser avec un Nintendo, tuer des extra-terrestres, se prendre pour Rambo, mais un jeu, ça demeure un jeu», estime M. Pronovost.

#### Les jeux de la réalité

Mais jusqu'à quel point les jeux, justement, envahissent-ils l'univers conscient du joueur. De plus en plus, les jeux vidéo simulent des univers tridimensionnels si près de la réalité qu'on s'y croirait vraiment. Avec le *Virtual Reality* (réalité virtuelle) mis au point par la firme californienne VPL Research, et parrainé par rien de moins que la NASA, on y est. Totalemment.

En développement depuis 1979, *Virtual Reality* utilise l'image tridimensionnelle graphique comme support. Coiffé d'un casque qui lui recouvre entièrement la tête, muni de deux écrans vidéo qui projettent des images à trois dimensions dans chacun des yeux, l'utilisateur est littéralement plongé dans un autre univers.

S'il tourne la tête vers la gauche, le panorama se déplace à droite. Si l'utilisateur lève la tête ou se penche, l'univers bascule dans le sens inverse. Des senseurs de fibre optique liés au casque et à des parties du corps du joueur, ou même à un outil ou un instrument de jeu, permet de se déplacer dans l'espace de cet univers artificiel. On pourrait ainsi voler au-dessus du Grand Canyon du Colorado, jouer la scène de l'aéroport dans Casablanca avec Humphrey Bogart ou Ingrid Bergman, marcher sur l'eau, jouer au tennis avec une balle qui n'existe pas contre Ivan Lendl... et gagner en trichant. Si on veut bien.

Évidemment, ce n'est pas à la portée du premier venu. *Virtual Reality* coûte présentement 225 000 \$ US.

## Fini les arénas et les « steel parks »

BRUNO BISSON

Les îles Notre-Dame et Sainte-Hélène sont entourées d'eau. Tiens, des îles entourées d'eau, voilà qui n'est guère original! Pour un peu, on l'aurait oublié, comme si on pouvait oublier le dernier pique-nique en famille pris au bord de l'eau, un bel après-midi d'été. Au fait, quand était-ce?

Les Montréalais sont des insulaires, mais des milliers d'entre eux n'en prennent vraiment conscience qu'en traversant les ponts aux heures de pointe. Et même au milieu du fleuve, sur les îles, c'est à peine s'ils peuvent s'approcher d'une rive.

Situation équivoque que l'AMARC, l'organisme régissant l'exploitation des îles Notre-Dame et Sainte-Hélène, entend corriger d'ici la fin du siècle, selon son président, M. Jean Émond.

#### Transformations

Selon ce dernier, la Ronde et les îles seront radicalement transformées d'ici l'an 2010, entre autres par la réalisation du parc-plage (ouvert depuis cet été) dont on parle depuis des années, et par l'aménagement des îles en réserve de verdure.

Cette préoccupation de l'AMARC, affirme M. Émond, correspond à une vision nouvelle d'un site d'activités familiales. Plus écologique et reflétant une meilleure qualité de vie, le futur aménagement des îles est déjà en voie de réalisation et devrait prendre son aspect définitif d'ici l'an 2000.

La Ronde devrait subir aussi de profondes métamorphoses. Depuis longtemps déjà, précise M. Émond, l'AMARC met l'accent sur l'animation plutôt que sur les manèges, afin qu'un passage à La Ronde ne se résume pas à quelques tours de carrousel plus ou moins impressionnant.

«L'époque des steel parks (parcs d'acier) est révolue, commente Émond. Dans l'avenir, les manèges qui s'ajouteront au parc de La Ronde auront l'eau comme élément principal. Partout en Europe et aux États-Unis, l'évolution est manifeste: les jeux sont moins étourdissants et violents que ceux du parc actuel.»

Cela ne signifie pas que l'Aqua-Parc de l'île Sainte-Hélène va grandir aux dépens de La Ronde. Les jeux de l'Aqua-Parc, fait-il remarquer, ne sont pas précisément reposants. De plus, ils ne cadreraient guère avec l'environnement relaxant que vise l'AMARC pour ses îles.

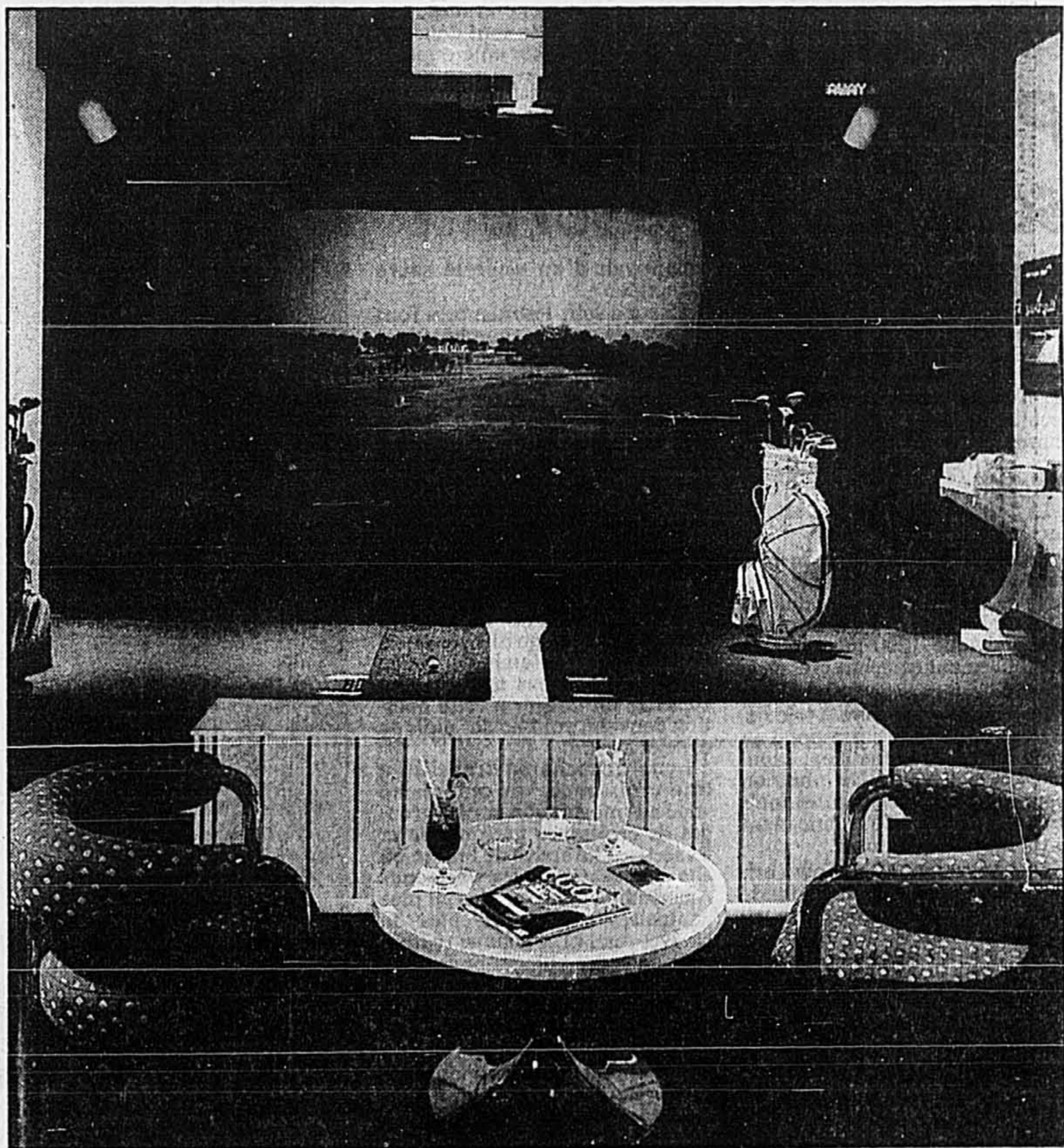
«En matière de loisirs, précise un directeur du Service des loisirs de Montréal, M. Alexis Rampin, l'écologie et l'esthétique préoccupent de plus en plus de gens», ce que relève aussi M. Émond.

La conception des espaces verts se fera désormais en fonction de ces considérations, c'est-à-dire à une échelle plus humaine et discrète, assure M. Rampin.

#### Vieille infrastructure

«Les trois quarts de l'infrastructure actuelle de la Ville de Montréal pourraient ne plus être adéquats dans 20 ans, croit Rampin. L'avenir est inexorablement pour la construction de bâtiments polyvalents et faciles à convertir selon les besoins.» En exemple, M. Rampin affirme que les arénas sont choses du passé.

«C'est un des cas les plus malheureux qu'on ait vus au Québec, dit-il. Il fut un temps où tous les villages de la province se pourvoyaient d'arénas qu'on n'utilise plus aujourd'hui que pour les fêtes populaires et le hockey junior.» Même si l'animation communautaire a changé. Tout comme les exigences de la population.



Un dix huit trous dans son salon? Avec les nouvelles technologies il ne s'agit plus de science-fiction.

## LES CHANTIERS DU QUÉBEC

## Blancs et Montagnais par delà le mur des préjugés

CHRISTINE  
LEBRUN

«Tu m'entèves ce qui me restait d'intimité!», lance Patrick Lefebvre à son camarade Dany Duguay qui, mine de rien, lui a emprunté sa brosse à dents!

La vie de groupe a parfois ses désagréments. C'est ce que les dix jeunes du Mouvement des chantiers du Québec découvrent de

puis leur arrivée à Maliotenam, tout près de Sept-Îles. Le projet auquel ils participent vise à améliorer les installations du Festival de la chanson autochtone, Innu Nikamu.

Innu Nikamu signifie «l'indien ou l'être qui chante» en langue montagnaise. Le festival s'est déroulé du 2 au 5 août.

Les jeunes ont d'abord demeuré deux semaines chez madame Vollant, une autochtone de la réserve. Ils ont ensuite passé environ un mois à l'Auberge de jeunesse de Sept-Îles. «Poupoune», une autre Montagnaise de la réserve, les a ensuite recueillis et ils

vivent sous son toit depuis deux semaines. Ils y sont restés jusqu'à la fin du chantier, le 17 août.

Poupoune est le surnom de Sandra-Lyne Michel-Ambroise et il signifie «hiver» en langue innue.

Entassés avec leurs deux animateurs dans la toute petite maison de Sandra-Lyne, les jeunes vivent une proximité étouffante. Ils sont quatre par chambre et n'ont qu'une salle de bain. Leur tolérance est mise à dure épreuve. Surtout qu'ils travaillaient sans relâche, de 11 h à deux heures du matin, depuis le début du festival, quand nous les avons rencontrés.

Après le travail, ils allaient «prendre une bière» chez «Maxi», le bar de la réserve.

En prévision du festival, les jeunes ont construit une palissade autour du lieu des festivités, aménagé le terrain en pente, construit des toilettes extérieures, installé des stands et décoré les lieux.

La décision de construire une palissade ne s'est pas prise sans heurts. Le festival s'acheminait vers un déficit de 95000\$ et on a dû, pour la première fois, se résigner à exiger un prix d'admission.

Miriamme Marcotte, une parti-

cipante au chantier, a difficilement avalé cette décision. «C'est encore les Blancs qui enferment les Amérindiens dans des murs», a-t-elle déploré, consciente toutefois qu'on n'avait pas le choix.

Ils ont ensuite travaillé à la sécurité, à la traduction, à la vente des billets et au nettoyage du terrain durant les quatre jours qu'ont duré les festivités. Leur tâche a cependant été facilitée du fait que l'alcool était interdit sur les lieux du festival.

Une fois le tout terminé, ils feront l'inventaire du matériel, nettoieront les lieux et participeront à une évaluation du programme.

Yvette Michel, coordonnatrice, est enchantée du travail des jeunes. «Ça a très bien été. L'échange a été respecté à 100 p. cent, même en ajoutant la construction de la palissade, ce qui n'avait pas été prévu au départ», apprécie-t-elle. De plus, les jeunes se sont très bien intégrés à la communauté montagnaise, à son avis.

Pascale Valois, une autre participante au chantier, a beaucoup appris durant son été chez les autochtones. «On ne peut pas changer le monde. Un peuple — et encore moins un gouvernement — ne peut changer un autre peuple», conclut-elle.



La rue appartient aux enfants dans la réserve montagnaise de Maliotenam. C'est aux automobilistes d'éviter les bébés qui jouent sur la ligne jaune.



Des enfants autochtones s'amuse sur le terrain du festival Innu Nikamu. On peut lire sur le t-shirt du garçon «Turtle Power».

## La terre est à tout le monde...

«Les enfants ont été notre porte d'entrée dans la réserve», se rappelle Josée Collette, animatrice du groupe des dix jeunes citadins qui ont passé l'été à Maliotenam.

Cette phrase rend bien l'atmosphère de la réserve montagnaise. Les enfants y sont très nombreux, rient, chantent et accueillent les étrangers à bras ouverts dès leur arrivée.

Les jeunes du chantier ont d'ailleurs conclu que la réserve est «un endroit idéal pour élever des enfants». Tout d'abord, la rue appartient aux piétons. Les enfants considèrent l'asphalte comme un grand terrain de jeux. Les autos circulent donc à 15 kilomètres à l'heure dans la réserve, et zigzaguent entre les enfants.

D'autre part, comme tout le monde se connaît, les enfants y évoluent toute la journée sans surveillance. Il y a toujours un voisin ou un parent pour s'occuper d'eux, en cas de besoin.

Une autre caractéristique de la vie montagnaise: le sens du partage. Tout est à tout le monde. Le sentiment de propriété est pratiquement inexistant. L'accueil réservé aux étrangers est extraordi-

naire. Le fait que les jeunes du chantier logent chez une autochtone depuis deux semaines en témoigne éloquemment. Imaginez: douze personnes qui débarqueraient chez vous pour un mois!

Le sens de la propriété individuelle n'est pas très développé chez les autochtones. Il n'y a pratiquement pas de clôtures autour de leurs propriétés. «La terre n'appartient à personne, c'est nous qui appartenons à la terre», explique Gilbert Bilot qui habite une superbe maison dans la réserve.

L'intérieur des maisons que nous avons vues est d'ailleurs très bien rangé. Proches de la nature, les autochtones ont le sens de l'ordre, comme si tout s'inscrivait dans une espèce d'harmonie naturelle.

Ce qui a aussi frappé les jeunes du chantier, ce sont les relations hommes-femmes. En public, hommes et femmes évoluent toujours séparément. Les femmes se déplacent rarement seules. Le fait d'être seule est interprété par les hommes comme une avance. Les filles du chantier se sont donc résignées à se déplacer en groupe...

## Pèlerinage aux sources du sacré

Maurice Vollant, chef de la bande montagnaise de Maliotenam, est un pince-sans-rire. Lorsqu'on lui demande ce qu'il pense du mouvement «Arc-en-ciel» qui campe près de sa réserve, il répond que c'est lui qui a accordé un terrain à ces gens aux abords de la rivière Moisie. On peut à peine déceler un petit sourire en coin.

Le terrain en question est un ancien dépôt.

Le mouvement Arc-en-ciel tient sa rencontre annuelle près de la réserve Maliotenam, du 6 au 20 août. De la pleine à la nouvelle lune, quelque 1200 membres de ce mouvement campent près de la réserve.

Le rendez-vous dure 14 jours, car «cette période correspond au cycle fertile de la femme», explique Louis Leroux. De plus, on veut aussi rappeler que les mois suivants le cycle de la lune, dans la tradition autochtone.

Le mouvement «Rainbow» originaire des États-Unis. Il se fonde sur des prophéties faites à une tribu amérindienne, les Hopi, de l'État d'Arizona. Mais on emprunte aussi beaucoup aux «écologistes, grânos et pacifistes».

Le but du mouvement est d'en arriver à «l'union spirituelle de la race blanche avec les peuples autochtones et à l'acquisition du sens du sacré», nous apprend Louis Cloutier. Il pense y arriver

au moyen d'un «cercle sacré d'énergie».

Chaque soir, les membres font un «cercle sacré», chantent, dansent et récitent des mantras en méditant sous la lune. Durant le jour, ils peuvent assister à des ateliers de médecine douce, de tai chi, de théâtre et de méditation. Ils pratiquent aussi un rite appelé la «roue de médecine». Un «village» pour les enfants a aussi été prévu. La bouffe est évidemment végétarienne.

Toute la philosophie du groupe est très près du Nouvel-Age, une philosophie de plus en plus influencée par la spiritualité et les rituels amérindiens. La revue Guide Ressources a d'ailleurs consacré un dossier à cette question dans son volume des mois de mars et avril.

Lyne Beauchamp travaille à Info-croissance, un organisme voué à l'information sur les groupes de croissance personnelle et les sectes. Elle arrive de France où elle a constaté que les week-ends Amérindiens sont de plus en plus populaires chez les adeptes du Nouvel-Age. «Les gens se regroupent dans des villages pour vivre selon le mode de vie amérindien durant le week-end. Ils dorment dans des tipis et s'habillent à l'indienne. Ils retournent travailler à Paris le lundi matin!», a-t-elle appris là-bas.

La récupération n'a pas été inventée hier...



Louis Cloutier, Rosalre Boulianne et Louis Leroux, trois membres du mouvement Arc-en-ciel rencontrés à la réserve montagnaise de Maliotenam, aux environs de Sept-Îles.

## S'intégrer sans se renier

Les Blancs qui vivent avec les autochtones apprécient l'esprit non compétitif des premiers habitants du pays. Ces mêmes Blancs font, par contre, preuve d'un immense sentiment de supériorité face aux autres Blancs «non intégrés»... Il suffit de quelques jours à Maliotenam pour s'en convaincre.

Que ce soient les jeunes du mouvement des chantiers ou les Blancs qui travaillent dans la réserve, pratiquement personne ne semblait être à l'abri du fléau. En fait, on constate que plus le désir de s'intégrer est grand, plus le «mépris» à l'égard de ses propres compatriotes grandit. Dans le monde des mathématiques, on parlerait de proportionnalité directe.

Au Mouvement des chantiers, cela s'est traduit par une vie de groupe rendue difficile par le fait que certains jeunes voulaient s'intégrer aux Montagnais à tout prix. Ces jeunes n'avaient donc aucun intérêt pour la vie de groupe que leur proposait le chantier. On aurait cru entendre des enfants narguer: «Je suis plus intégré que toi, là, là, là!»

Pascale Valois, une jeune du chantier, abonde dans le même sens. «On n'avait pas tous les mêmes intérêts au départ. Certains voulaient mettre tous leurs efforts pour s'intégrer, tandis que d'autres auraient été prêts à mettre plus d'énergie dans la vie de groupe».

Le plus ironique, c'est que les jeunes qui se sont le plus intégrés aux autochtones sont précisément ceux qui n'allaient pas au chantier dans ce but. Par exemple, Dany Duguay est parti le 9 août en expédition avec des Montagnais de la réserve, pour deux semaines. Il est un de ceux qui ont décidé, à deux jours d'avis, de participer au chantier!

Stéphane Durand, quant à lui, semble avoir fait tout un cheminement. Né d'un père autochtone et d'une mère métisse, il compte revendiquer le statut d'Amérindien après le chantier. Dans cette expérience, qu'il souhaite renouveler l'an prochain, il a retrouvé en quelques semaines des grands pans de lui-même.

## Arabie saoudite: les femmes GI dérangeant

DANA KENNEDY  
de l'Associated Press  
RYAD

L'arrivée, en Arabie Saoudite, de femmes membres des forces armées américaines est pour le moins dérangeante pour les Saoudiens, dont les épouses et les filles n'ont pas le droit de conduire, de voter, d'aller au cinéma avec un homme ou de montrer leur visage et leurs cheveux.

De tous les pays de la région, l'Arabie Saoudite est le plus conservateur et le plus rigide en matière de religion et de mœurs. La plupart des Occidentaux qui travaillent dans le royaume sont maintenus à l'écart et vivent presque complètement isolés de la population.

C'est dans cet univers que débarquent les femmes des forces armées américaines. Jusqu'à présent, racontent-elles, leur arrivée a suscité des réactions de désarroi et plus rarement d'hostilité de la part des Saoudiens. Ils sont particulièrement choqués de voir des femmes réparer des avions, conduire des camions ou donner des ordres à des hommes. Les Américaines envoyées en Arabie Saoudite sont essentiellement conductrices de camions, spécialistes des télécommunications, techniciennes et commandants de bord dans les avions.

«Le ne pense pas qu'ils désapprouvent ce que nous faisons; ils sont plutôt choqués. Ils se disent: "Tiens, une Américaine. Elle fait un travail d'homme"», estime une femme sergent.

Lorsque cette mécanicienne d'aviation, chef d'équipe à terre, a donné des ordres à ses hommes, des Saoudiens qui se trouvaient non loin de là ont arrêté de travailler, stupéfaits, pour observer la scène. Lorsqu'une autre mécanicienne, accablée de chaleur, a enlevé sa chemise pour travailler en T-shirt, on a frôlé l'émeute et un sergent lui a aussitôt demandé de se rhabiller.

«Le sceau parfaitement hermétique qui entoure l'Arabie Saoudite depuis la fondation de l'Etat dans les années 30 est brisé», note Richard Bulliet, spécialiste du Moyen-Orient à l'Université de Columbia.

«Imaginez ce qui se passe dans la tête d'un simple soldat saoudien, pour lequel une femme est à peine un être humain, lorsqu'il voit une femme procéder à une arrestation.»

Certains spécialistes de la région estiment qu'il vaut mieux éviter que les soldats américains se mêlent trop à la vie locale, dans un pays où le plus récent sujet de conversation est de savoir si les exécutions par décapitation doivent ou non être télévisées (jusqu'à présent, ce n'est pas le cas).

### L'alcool

Bien que les Saoudiens de sexe mâle n'aient ni le droit de boire de l'alcool ni de s'habiller comme bon leur semble, les restrictions imposées aux femmes sont encore plus lourdes. Lorsque les Saoudiennes sortent de chez elles, leur visage et leur corps doivent être entièrement dissimulés. Les plages et les cinémas qu'elles fréquentent ne sont jamais mixtes.

À l'école et à l'université, elles sont soigneusement séparées des garçons. Mariées, elles ne peuvent demander le divorce mais peuvent être répudiées. Leurs droits, en matière de propriété, est limité aux biens qu'elles possédaient en propre avant leur mariage.

Avant de partir, les troupes américaines ont eu un petit cours de culture saoudienne. On leur a remis un petit livre dans lequel on peut lire: «Vous verrez rarement des femmes en dehors de chez elles, il est considéré comme impoli de demander à un homme des nouvelles de son épouse ou de ses filles. Les hommes ne doivent montrer aucune sorte d'intérêt pour une femme arabe. Ne les photographiez pas, ne les regardez pas avec insistance. Les femmes arabes évitent de toucher un homme lorsqu'elles le saluent. Lorsqu'il arrive qu'elles serrent la main, elles n'utilisent que l'extrémité de leur doigts.»

Si sommaire que puisse être cette préparation, les Saoudiens sont moins préparés encore.

«Les troupes américaines sont totalement incompatibles avec le mode de vie saoudien», estime quant à lui Richard Bulliet. «Je ne sais pas qui va être écœuré en premier; les Américains par le comportement des Saoudiens ou l'inverse.»

# La reconnaissance du Bloc québécois n'est qu'une simple formalité



GILLES PAQUIN  
du bureau de La Presse  
OTTAWA

Les nationalistes canadiens pourront s'étrangler de rage, les défenseurs de l'ordre établi s'indigner et les maniaques de la procédure parlementaire s'agiter, ils n'y pourront rien. Le Bloc québécois fera irruption au Parlement en septembre prochain que cela leur plaise ou non.

Il se trouvera bien sûr des députés libéraux qui tenteront de faire obstruction à la reconnaissance du dernier-né des groupes parlementaires fédéraux en invoquant les règlements de la Chambre des communes.

Dès la formation du Bloc, en juillet, le chef de l'opposition Herb Gray a d'ailleurs annoncé ses couleurs, laissant entendre qu'il refuserait toute concession aux souverainistes.

Même si M. Gray prétend qu'une nouvelle formation doit compter douze députés pour obtenir une reconnaissance officielle en Chambre, toucher des fonds pour la recherche et disposer d'un droit de parole au Parlement, de nombreux précédents démentent cette prétention.

Avec ses huit et bientôt neuf députés au Québec, le Bloc est déjà sur le même pied que les libéraux (neuf sièges) et pourrait même les devancer si une demi-douzaine d'autres conservateurs abandonnent les rangs de la majorité en septembre comme le prédisent Jean Lapierre et François Gérin.

Pour le leader parlementaire du Bloc, Jean Lapierre, la reconnaissance de son groupe est une chose pratiquement acquise même si certaines modalités restent à déterminer. Il admet qu'un article de la Loi sur le Parlement



Fabien Roy, alors qu'il dirigeait les créditistes à Ottawa.

précise qu'un parti doit avoir 12 représentants pour que le chef, le leader et le whip reçoivent un traitement supplémentaire, mais s'empresse de souligner que cette règle n'est pas coulée dans le béton.

L'ancêtre du Nouveau Parti démocratique, le CCF, a été reconnu en 1958 avec ses huit députés et le Crédit social de Fabien Roy a obtenu de haute lutte une place au soleil, en 1979, avec seulement six sièges à la Chambre des communes.

Mais cet article de la Loi ne vise que le traitement, le droit de parole dépend du président et le reste, c'est-à-dire la participation aux comités parlementaires, l'embauche du personnel ou le budget de recherche par exemple, s'obtient par le rapport de force et la négociation entre les partis.

Aujourd'hui en retrait de la vie politique active, Fabien Roy continue néanmoins de suivre l'actualité de près et ne peut résister à la tentation de dresser un paral-



Jean Lapierre, leader parlementaire du Bloc québécois.

èle entre sa venue à Ottawa et l'arrivée prochaine du Bloc québécois.

«Lorsque notre groupe de six députés est arrivé au parlement, on a en pratique refusé de nous reconnaître en prétextant qu'il fallait étudier le règlement et les traditions. De ce fait, nous avons été exclus des comités, des discussions entre leaders parlementaires et du partage des budgets. Nous n'avions que des crédits provisoires», raconte M. Roy.

Après des semaines d'attente, le vieux renard beauceron avait finalement trouvé un moyen de forcer la main aux trois autres partis. À la veille d'une visite du président américain Jimmy Carter, alors que celui-ci devait prendre la parole au Parlement, M. Roy a refusé de donner son consentement plaçant ainsi le premier ministre Joe Clark dans l'embarras. Plutôt que de risquer un débat acrimonieux sur le sujet, le gouvernement a plié, précise M. Roy avec malice.



François Gérin, député de Mégantic-Compton-Stanstead.

Dans une déclaration, deux jours plus tard, le président de la Chambre, James Jerome, tranchait: «La décision quant à savoir si un groupe forme un parti politique ou non ne se prend pas uniquement dans cette Chambre... ce parti se nomme le Crédit social et son chef est Fabien Roy. Ils existent, ce sont des faits». Il ajoutait que leur participation aux débats était un droit et qu'il entendait le reconnaître de manière équitable.

«Pour jouer pleinement leur rôle et représenter ses électeurs de manière efficace, les groupes parlementaires moins nombreux ont encore plus que les autres besoin d'un budget de recherche, de personnel de soutien et d'un droit de parole équitable en Chambre et dans les comités», dit Fabien Roy.

Le Bloc représente déjà plus d'électeurs que les députés de plusieurs provinces et n'a pas de permission à demander pour s'exprimer, ajoute l'ancien chef créditiste.

te. «C'est le peuple qui décide...» Citant un ex-college dont il oublie le nom, M. Roy renchérit: «Si le peuple ne peut s'exprimer dans le cadre de ses institutions, il le fera à l'extérieur, et ce ne sera pas nécessairement dans l'ordre.»

«Avec la victoire de Gilles Ducesse dans Laurier-Sainte-Marie, le Bloc québécois vient d'acquiescer une légitimité exceptionnelle. On ne voit de tels événements qu'en de grands moments de l'histoire et si j'étais à leur place, je n'hésiterais pas à me réclamer de cet appui populaire indiscutable», conclut M. Roy.

Pour le député de Mégantic-Compton-Stanstead, François Gérin, cette controverse se règlera avant même l'entrée du groupe en Chambre puisqu'au moins cinq ou six députés conservateurs viendront renforcer le Bloc québécois au cours des prochaines semaines. Sinon, les leaders des autres partis devront tout de même négocier pour que les travaux parlementaires puissent se dérouler sans guerre de procédure et obstruction systématique de sa part.

«C'est dans leur intérêt de le faire et ils avaient déjà commencé à me consulter sur la marche des travaux en juin alors que j'étais seul», dit M. Gérin avec assurance.

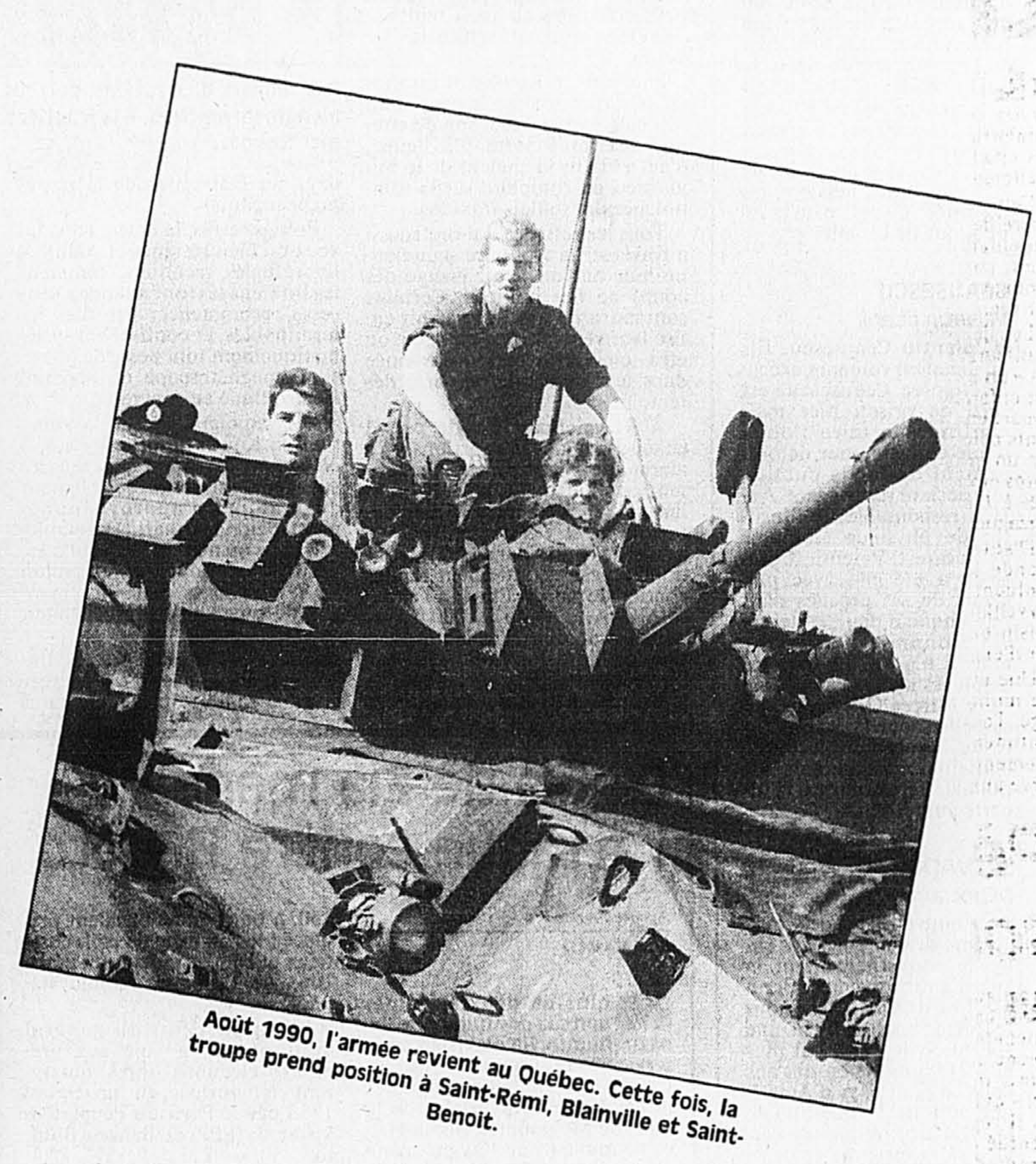
Reste que l'aveuglement partisan pourraient s'emparer de certains députés pendant un bon moment forçant ainsi le Bloc à durcir le ton.

Avec un parti gouvernemental menacé d'effondrement électoral comme en témoigne le résultat obtenu dans Laurier-Sainte-Marie, une opposition officielle en lambeaux au Québec et un NPD qui ne sait où donner de la tête, le Bloc aura une voix prépondérante au cours des mois qui viennent.

Il n'en tient qu'à lui de tirer parti de la situation pour se tailler une place au soleil.



Octobre 1970. L'armée envahit Montréal et l'hôtel de ville, au premier chef, est bien protégé.



Août 1990, l'armée revient au Québec. Cette fois, la troupe prend position à Saint-Rémi, Blainville et Saint-Benoît.

## De crise en grève, la troupe descend dans la rue

GILLES PAQUIN  
du bureau de La Presse  
OTTAWA

En voyant les troupes des Forces armées canadiennes prendre position dans leur voisinage cette semaine, certains banlieusards avaient l'impression de se retrouver au milieu d'un reportage provenant d'un pays lointain. Pourtant, de telles scènes se sont produites fréquemment au Québec et ailleurs au Canada.

Selon les statistiques du ministère de la Défense, l'armée a été appelée 109 fois depuis 1867 pour prêter main forte aux autorités civiles lors de crises sociales et politiques. La dernière fois, au Québec, c'était en octobre 1970 à la demande du gouvernement de... Robert Bourassa.

Le cabinet de Pierre Trudeau a alors suspendu les libertés civiles et ordonné l'arrestation ainsi que l'emprisonnement de près de 500 Québécois soupçonnés d'appartenir ou de sympathiser avec le Front de libération du Québec.

En proclamant la Loi des mesures de guerre, Ottawa avait déployé l'armée au Québec et dans la capitale fédérale.

Près de la moitié de toutes les interventions des Forces armées au pays ont été effectuées pendant les deux grandes guerres et au cours de la crise économique des années 30.

Plus souvent qu'autrement, les bruits de bottes se faisaient entendre pour contenir des mouvements de grève ou réprimer des manifestations anti-gouvernementales.

L'une des plus violentes opérations militaires s'est déroulée à Québec en avril 1918 lorsque l'armée a ouvert le feu sur la foule dans le but de briser une manifestation contre la conscription. Bilan: quatre civils et cinq militaires tués, un grand nombre de blessés, des prisons qui débordent et un Parti conservateur marqué pour plusieurs générations.

L'année même de la Confédération, en 1867, les autorités civiles ont fait appel à l'armée pour la première fois dans le but de caser une grève des charpentiers de navire à Québec. Elles l'ont fait à de nombreuses reprises par la suite, particulièrement lorsque les ouvriers de différentes usines, surtout en Ontario et au Québec, refusaient de soutenir l'effort de guerre.

Ainsi, le gouvernement a fait donner la troupe lors des grèves de l'Alcan au Québec, de la Ford à Windsor et de la célèbre grève générale de Winnipeg. Les autorités politiques ont également fait appel aux militaires lors de la grève des policiers de Montréal en 1969.

Mais les soldats n'ont pas seulement été dépêchés pour contenir des grévistes. En 1876, ils sont venus en aide aux services de santé du Manitoba pour lutter contre une épidémie; en 1915, ils ont mis fin à une émeute raciale à Victoria en Colombie-Britannique, et en 1945, ils ont fait de même à Halifax pour contenir les débordements des célébrations du jour de la victoire.

Toutes ces incursions ont été effectuées pour soutenir les autorités civiles en vertu de la Loi sur la Défense, mais les militaires peuvent également offrir leurs services pacifiques pour combattre les feux de forêts ou secourir la population en cas de catastrophes naturelles par exemple. Il s'agit dans ces derniers cas d'une aide purement humanitaire et non d'une obligation.

Ces gestes de bon voisinage peuvent amener les soldats à s'aventurer assez loin de leurs casernes comme ces miliciens qui avaient fait la traite des vaches pour donner un coup de main à des fermiers de l'Ouest. Ce n'est tout de même pas souvent qu'ils troquent leurs fusils contre des tabourets d'étable.

DEPÊCHES

SOWETO

Le carnage continue

La police sud-africaine a dû recourir hier aux grenades lacrymogènes pour disperser des bandes armées, tandis que les autorités tentaient de mettre fin aux sauvages affrontements entre partisans de l'ANC et Zouloous de l'Inkatha qui ont fait au moins 173 morts et des centaines de blessés en cinq jours dans les ghettos noirs de Johannesburg. Des policiers ont dispersés des groupes de Zouloous armés de haches et de lances en plusieurs quartiers du grand ghetto noir de Soweto, où au moins 24 personnes ont été tuées et 200 blessées depuis jeudi.

ALLEMAGNE

Accord le 12 septembre

Un accord international sur l'unification allemande pourrait être signé à Moscou le 12 septembre, ont prédit hier le ministre ouest-allemand des Affaires étrangères Hans-Dietrich Genscher et son homologue soviétique Edouard Chevardnadze. Cet accord, qui définirait le statut international de l'Allemagne unifiée, pourrait être conclu lors de la dernière série des entretiens 2+4 qui associent les deux Allemands aux quatre puissances alliées. Cette annonce intervient au lendemain de l'effondrement de la coalition au pouvoir en RDA, qui menace de compliquer le processus d'unification.

CROATIE

L'armée à Knin

Des unités de l'armée yougoslave ont été déployées hier dans les rues de la ville de Knin, en Croatie, dont la population majoritaire serbe est résolue à organiser demain un référendum sur son autonomie en Croatie, en dépit de l'interdiction des autorités croates non communistes. Le président de la commune de Knin, le Serbe Milan Babic avait proclamé l'état de guerre dans la commune. L'armée, majoritairement serbe, a déjà intercepté au cours de la journée des hélicoptères des forces de police de la république de Croatie.

CEAUSESCU

Valentin libéré

Valentin Ceausescu, fils du dictateur roumain exécuté Nicolae Ceausescu, est sorti de prison hier mais continue de faire l'objet d'une enquête pour détournement de fonds publics, ont déclaré ses avocats. Ancien responsable de l'Institut de physique atomique de Bucarest, Valentin Ceausescu a été cité avec plusieurs de ses proches dans une enquête pour atteinte à l'économie nationale mais il n'a pas été inculpé. Selon ses avocats, son beau-frère Mircea Oprean et son ex-belle-soeur Polonia Cristescu, également accusés d'atteinte à l'économie nationale, retrouveront la liberté aujourd'hui.

SALVADOR

Négociations

De nouvelles négociations de paix se sont engagées entre le gouvernement et la guérilla du Salvador, hier à San Jose du Costa Rica, pour tenter de mettre fin à une guerre civile qui a fait plus de 70 000 morts en dix ans dans ce petit pays d'Amérique centrale. La question de la «restructuration» de l'armée salvadorienne et de la démilitarisation de la société sera au centre des débats. C'est un point capital, au yeux de la guérilla du Front Farabundo Marti de libération nationale (FMLN), pour parvenir à un cessez-le-feu.

TURQUIE

Kurdes inquiets

Le Front national de Libération du Kurdistan (ARGK), qui mène une lutte armée en Turquie depuis plus de six ans, accuse le gouvernement turc de préparer secrètement de nouveaux massacres de kurdes en tirant profit de la crise dans le Golfe. Il justifie ses accusations en affirmant qu'Ankara a installé de nouvelles bases militaires dans les régions kurdes de la Turquie. Selon lui, les affrontements avec les combattants kurdes ont fait, en un an, plus de 1300 morts ou blessés parmi les militaires et les fonctionnaires turcs.

# Le déséquilibre des forces est tel qu'une invasion du Koweït est jugée impossible pour le moment

Associated Press  
LONDRES

Avec sept divisions irakiennes au Koweït et 24 autres à la frontière irako-saoudienne, une opération militaire pour libérer le Koweït est pour le moment impossible, car le déséquilibre en hommes et en matériels est trop important, estiment des spécialistes européens et américains.

La meilleure option militaire pour le moment, estiment ces mêmes experts, est le blocus des ports de l'Irak et de ses alliés. Parallèlement, les forces arabe et multinationale déployées en Arabie saoudite devraient s'enterrer et, fortes de la supériorité dissua-

sive de leurs armes, attendre que les Irakiens bougent les premiers.

«Pour le moment, la tension s'accroît, car les troupes irakiennes peuvent à tout moment traverser la frontière», explique Paul Beaver, éditeur de la revue spécialisée *Jane's Defense Weekly*. «Le risque d'escalade est réel parce que beaucoup de forces se trouvent maintenant en Arabie saoudite et, pour la plupart, elles ne peuvent dialoguer entre elles. Ce sont là les ingrédients d'un désastre».

Selon les dernières estimations de *Jane's*, il y a maintenant 400 000 soldats irakiens disponibles au sud de Bagdad. Sept divisions sont déployées au Koweït et

24 autres le long de la frontière irako-saoudienne.

Parallèlement, un avion américain atterrit en Arabie saoudite toutes les sept minutes et Washington dispose de près de 50 000 hommes sur ce théâtre. «Les Américains ont la technologie. C'est la clé du dispositif occidental», souligne Paul Beaver.

Le colonel Andrew Duncan, de l'Institut international des études stratégiques de Londres, estime qu'il faudra six mois aux Américains pour être prêts, le cas échéant, à chasser les Irakiens du Koweït. Pour le moment, les Américains n'ont que quelques vieux chars légers, de type Sheridan, en Arabie saoudite et il leur faudrait une force blindée lourde

bien plus considérable pour libérer l'émirat. D'ici septembre, Washington n'aura même pas sur le terrain une division blindée alors qu'il lui en faudrait au moins cinq pour bouter les Irakiens hors du Koweït.

Encore faudrait-il, rappelle Francis Tusa, rédacteur-en-chef de *Armed Forces Journal International*, que les Saoudiens autorisent le déploiement sur leur sol de 250 000 ou 300 000 soldats américains malgré les réticences arabes quant à la présence américaine dans la région. «Il faut rester plantés là (en Arabie), affirme-t-il, laisser les Irakiens bouger les premiers et alors seulement frapper un grand coup».

Pour Dore Gold, du Centre Jaffee d'études stratégiques de l'Université de Tel Aviv, la principale option américaine sera «une attaque aérienne massive contre l'infrastructure militaire irakienne. Mais personne ne croit qu'il soit possible d'avoir recours aux forces aériennes pour contraindre des forces terrestres à se retirer».

La plupart des stratèges militaires estiment que des attaques aériennes contre des cibles économiques comme les centrales électriques et les usines de désalinisation seraient efficaces, note Paul Beaver. Mais, pour le moment, les conséquences sont «beaucoup trop risquées pour que les Américains envisagent» ce type d'actions, affirme-t-il.

Ian Anthony, chercheur à l'Institut international de recherches sur la paix de Stockholm, remarque que l'US Air Force pourrait également détruire des cibles stratégiques, comme les axes routiers qui permettent l'acheminement de produits jordaniens en Irak. Pour le moment, personne ne semble rechercher l'escalade, juge-t-il, parce que «pour un camp comme pour l'autre la prochaine étape aura probablement des conséquences extrêmement graves».

«Le problème est que chacune des deux parties pense que le temps joue pour elle. Les États-Unis pensent que les sanctions contre l'Irak se feront sentir dans plusieurs mois et les Irakiens pensent qu'il y aura des tricheries dans l'embargo dans quelque temps et que le soutien enthousiaste des populations arabes à Saddam Hussein sapera les sanctions économiques», ajoute-t-il.

En attendant, souligne P. Beaver, l'embargo doit être imposé avec beaucoup de rigueur. Cela passe à ses yeux par un blocus des ports de Mersin, dans le sud de la Turquie, d'Aqaba, en Jordanie, et bien sûr de la sortie du Golfe et du détroit d'Ormouz. Encore faudrait-il que l'Irak — depuis la décision de Bagdad de liquider son contentieux avec Téhéran — ne viole pas l'embargo en ouvrant ses frontières avec l'Irak.

## Des milliers d'étrangers tentent de fuir le Koweït au risque de leur vie

d'après AFP, Reuter et PC  
ROWEICHEAD, Jordanie

Près de 18 000 réfugiés du Koweït et d'Irak, des Égyptiens pour la plupart, se sont présentés hier au poste jordanien de Roweiched, à la frontière irakienne.

Huit Français, deux Canadiens et quatre Allemands se trouvaient parmi eux, ainsi que 85 Coréens du sud et deux Iraniens, a-t-on appris auprès des services jordaniens d'immigration.

D'autre part, neuf Canadiens ont réussi à passer du Koweït en Arabie saoudite en traversant le désert en Land Rover avec un groupe de ressortissants étrangers. «Quand nous avons entendu le discours de Saddam Hussein hier (jeudi soir), nous nous sommes dits: 'Ça y est, maintenant, il faut partir'», a raconté Kathy MacGregor, de Lethbridge, qui a réussi à quitter l'émirat avec son petit chien, les cheveux teints et déguisée avec des habits bédouins.

Pour fuir le Koweït, il faut un guide qui connaisse le désert, un véhicule 4x4 et beaucoup de courage. Certains partent à l'aube, d'autres dans la chaleur de la journée, en comptant sur la somnolence des soldats irakiens.

Tous les réfugiés qui ont réussi à traverser la frontière saoudienne hier ont dit avoir essuyé des coups de feu irakiens. Certains sont morts de soif, après avoir enlisé leur véhicule dans le sable ou être tombés en panne d'essence dans le désert, ont rapporté des témoins.

À Roweiched, l'exode prend chaque jour des proportions plus alarmantes. Les voyageurs racontent en effet qu'au poste frontalier irakien, à Rabta, à 70 kilomètres de là, il y a des milliers de personnes qui, dans des conditions précaires, attendent l'autorisation de passer. Et selon l'agence MENA, plus de 50 000 Égyptiens ayant quitté le Golfe à la suite de l'invasion du Koweït par l'Irak «vont arriver très bientôt à la frontière irako-jordanienne



Des milliers d'Égyptiens, portant toutes leurs possessions sur leur dos, ont traversé le poste jordanien de Roweiched, à la frontière de l'Irak. Ils ont été transportés par camions au port d'Aqaba sur la mer Rouge. PHOTO REUTERS

dans un état physique et moral préoccupants».

Poings serrés, la colère dans les yeux ou bien résignés et craintifs, les réfugiés racontent comment les Irakiens les font attendre, sans cesse recommencer des files interminables, et confisquent systématiquement tout poste de télévision, magnétoscope ou appareil électronique en général.

Les témoignages sur la situation au Koweït, quitté il y a 3, 5 ou 6 jours, divergent mais tous les voyageurs interrogés se plaignent du manque d'approvisionnement. Selon les quartiers, semble-t-il, il y a ou non de l'eau et l'électricité, mais tout Koweït, selon les témoignages recueillis, manque de plus en plus cruellement de vivres.

«Tout a été pillé par les Irakiens, il n'y a plus rien à manger et nous sommes partis car nous

n'avons plus d'espoir que la situation s'améliore à brève échéance. Nous avons fait les valises, fermé la maison, et pris la route». Le récit de ce Soudanais commandant de bord sur la compagnie aérienne koweïtienne reflète, apparemment, le sentiment général.

Si tous fuient, les conditions de l'exode ne sont pas les mêmes pour tous. Un quart peut-être semble avoir sa propre voiture, souvent chargée plus que de raison d'un empilement de valises et de cartons ficelés. Le véhicule — luxueuse berline ou camionnette hors d'âge — transformé à l'aide de couvertures et de cartons devient presque une maison où l'on attend le visa d'entrée en Jordanie.

Les autres arrivent à bord d'autocars qui les débarquent avec leur chargement de baluchons et de couvertures. Ils ont en-

core de la chance. Au bas de l'échelle, il y a ceux qui n'ont pu que mendier une place sur la plate-forme d'un camion retournant à vide vers Aqaba.

Roweiched est le poste frontière sur la route Bagdad-Amman-Akaba, quelque 1200 kilomètres à travers le désert. Le port jordanien d'Aqaba, sur la mer Rouge, est le dernier accès à la mer qui reste à l'Irak.

Le président George Bush, qui s'est entretenu jeudi avec le roi Hussein de Jordanie, a clairement déclaré qu'il entend qu'il soit fermé au transit des marchandises destinées à l'Irak.

À Roweiched, hier, les camions lourdement chargés, qui constituaient quasiment le seul trafic à destination de l'Irak, y passaient au rythme de un toutes les 6 ou 7 minutes.

## Le fils de Zia mène l'attaque contre Bhutto

Agence France-Presse  
ISLAMABAD

Moins de deux semaines après la destitution de Benazir Bhutto, le Pakistan conservateur et islamiste s'est retrouvé hier pour commémorer le deuxième anniversaire de la mort de Mohammed Zia-ul-Haq et propulser sur l'avant-scène électorale son fils, Ejaz, dans la perspective d'un scrutin promis pour le 24 octobre.

Des dizaines de milliers de personnes ont convergé pendant toute la journée vers la grande mosquée d'Islamabad où elles ont rendu hommage, sous une chaleur accablante, au général Zia, «l'homme de foi», le «vrai musulman», qui gouverna le Pakistan d'une poigne de fer pendant 11 ans avant de disparaître dans un mystérieux accident d'avion, le 17 août 1988.

La manifestation, qui avait reçu un appui officieux des autorités ayant brusquement remplacé Mme Bhutto le 6 août, est apparue comme le signe précurseur d'une tentative «d'union sacrée» contre «Benazir», accusée vendredi de «négligence criminelle» pour avoir tenté «d'étouffer l'enquête» sur la mort de Zia.

Le général avait renversé en 1977 le père de Mme Bhutto, Zulfikar Ali Bhutto, qui fut pendu deux ans plus tard. Zia avait lui-même trouvé la mort il y a tout juste deux ans dans la chute (encore inexplicable) d'un C-

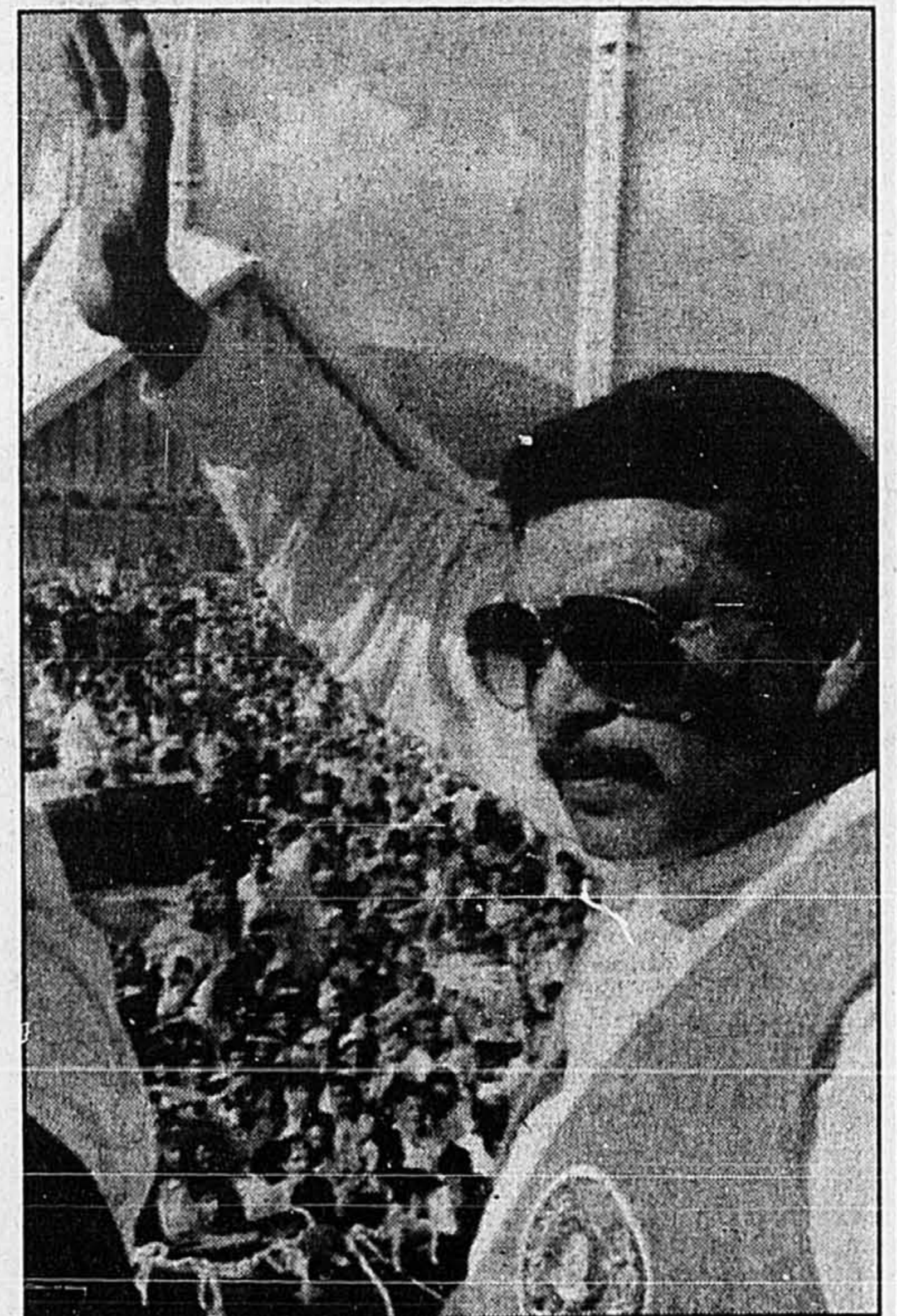
130, à bord duquel avaient pris place tous ses proches collaborateurs et l'ambassadeur des États-Unis de l'époque, Arnold Raphael.

La disparition du général avait ouvert la voie aux premières élections libres, qui furent reportées en novembre 1988 par le Parti du Peuple Pakistanais (PPP) de Benazir Bhutto.

La manifestation d'hier avait été organisée notamment par la Ligue musulmane, parti conservateur de l'ancien premier ministre Mohammed Khan Junejo, qui compte aujourd'hui parmi ses lieutenants Ejaz ul-Haq, 37 ans, fils aîné du général disparu. «Il ne devrait plus y avoir d'obstacle pour mener l'enquête (sur la mort de mon père) et punir les meurtriers, étant donné que le gouvernement Bhutto n'est plus sur le chemin», a déclaré Ejaz ul-Haq devant la foule.

Il a largement utilisé l'Islam pour appeler tous les opposants à Benazir Bhutto à s'unir, dans la foulée de la dissolution des Assemblées par le président qui a promis des élections pour le 24 octobre.

«Nous devons mettre en échec les éléments anti-islamiques et anti-pakistanaï, coupables d'une corruption sans précédent et d'avoir vendu le Cachemire et l'Afghanistan», a-t-il affirmé sous les applaudissements du public, au premier rang duquel avait pris place le leader fondamentaliste afghan Gulbuddin Hekmatyar.



La commémoration du deuxième anniversaire de la mort de Mohammed Zia-ul-Haq a servi à propulser sur l'avant-scène électorale son fils, Ejaz. PHOTO REUTERS

## Haiti: Dejoie réclame la démission de Trouillot

Agence France-Presse  
PORT-AU-PRINCE

Un des principaux dirigeants politiques haitiens, M. Louis Dejoie, président du Parti agricole industriel national (PAIN, centriste) a réclamé hier la démission du président provisoire, Mme Ertha Pascal Trouillot, ainsi que l'arrêt provisoire du processus électoral.

L'exécutif «n'a pas l'intention, ni la volonté politique, ni la capacité de satisfaire les revendications populaires immédiates avant les élections» et la démission de Mme Pascal Trouillot «est une exigence du peuple, assoiffé de justice», écrit M. Dejoie dans un communiqué.

Soulignant la «rupture complète» entre le Conseil d'Etat et l'exécutif intervenue mercredi, il estime que l'armée doit faire un choix: «soit se solidariser avec un exécutif que le peuple haitien rejette (...) ou se désolidariser de cet exécutif pour attendre un nouveau choix du peuple afin de mener à bien la barque nationale».

M. Dejoie exhorte le haut état-major de l'armée à la sagesse pour que son choix «soit en faveur de la grande majorité de la population qui réclame la démission de Mme Ertha Pascal Trouillot».

Un certain nombre de partis politiques dont l'alliance socialo-centriste, le parti Mobilisation pour le développement national (MDN, centriste) et le Parti démocrate chrétien haitien (PDCH) du pasteur Sylvio Claude, ont récemment condamné tout «aventurisme politique» contre le gouvernement provisoire de Mme Pascal Trouillot, estimant que seules des élections pouvaient sortir le pays de la crise actuelle, rappelle t-on à Port-au-Prince.

Plusieurs organisations paysannes dont le Mouvement des paysans de Papaye (MPP, basé dans le centre du pays), une des principales organisations haitiennes de défense de la paysannerie, ainsi que le Comité honneur respect pour la constitution, représentant la société civile, ont réclamé jeudi un report des opérations électorales à cause des conditions d'insécurité et des problèmes de justice que connaît le pays.